



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

«La voile a été augmentée créant un yacht plus confortable et plus performant.»

Corto Maltese

ISSN 0026-9433

N° 1693

du 17 au 23 janvier 2013

Soldes

Code du travail, emploi, environnement,
pauvres, services publics, retraites, allocations
chômage, Sécurité sociale, solidarité, libertés...

TOUT doit disparaître !

M 02137 - 1693 - F: 2,50 €



NOTRE DROIT À LA MORT

PAGE 9

Sommaire

Actualité

Sept mois, c'est trop, par le groupe Salvador Seguí, page 3

Non à un nouvel AZF, par le Groupe de Martigues, page 4

Presstalis en grève, par le groupe Salvador Seguí, page 4

Des nouvelles de PSA, par S. Larios, page 5

La météo glacée des syndicats, par J.-P. Germain, page 6

Viol contre les pauvres en Inde, par P. Sommermeyer, page 7

La Chronique néphrétique, de Rodkol, page 8

Arguments

À propos d'euthanasie, par P. Schindler, page 9

Variations sur la volonté de mourir, par G. Novellino, page 10

Pour une agriculture écologique, par J. Langlois, page 12

Une mauvaise définition du mot « matérialisme », par N. Potkine, page 14

International

Un point lumineux sur le mouvement anarchiste, par B. Morris, page 15

Expressions

Un anarchiste précurseur, par J.-M. Raynaud, page 18

Trous de mémoire, par R. Pino, page 19

Sacco et Vanzetti mis en scène, par Béa, page 20

À propos d'un gros couillon, par L. Iestran, page 21

Mouvement

Communiqué des Relations extérieures, page 22

La Radio, page 22

L'Agenda des anars, page 23

Illustrations

Aurelio, Jhano, Kalem, Krokaga, Nemo, LaSala, Riri

Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} hebdo, 1 n^o hors série, les gratuits 25 €

6 mois, 18 n^{os} hebdo, 2/3 n^{os} hors série, les gratuits 50 €

1 an, 35 n^{os} hebdo, 5/6 n^{os} hors série, les gratuits 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Le Monde libertaire - 145, rue Amelot - 75011 Paris - France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France et étranger

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.



L'ANNÉE commence très bien. À preuve ces révélations datées du lundi 7 janvier, par notre confrère Daniel Schneidermann, bien timidement relayées par le *Washington Post*, un journal de France 2 et *L'Humanité* – bien sûr, les autres, les télévisions, les tabloïdes, les médias à la solde n'en ont pipé mot. En effet, une fracassante nouvelle circule dans les salles de rédaction bien informées, celles qui se préoccupent davantage de l'avenir de notre planète que des frasques russophiles de Depardieu ou des exigences éléphantesques de Brigitte Bardot. Attention, on se tient bien, ça vaut son pesant de nougat : deux économistes du sacro-saint FMI, Olivier Blanchard et Daniel Leigh, pour ne point les nommer, ont révélé dans un très sérieux et très officiel document de 44 pages que les « experts économiques », et à leur suite les dirigeants politiques du monde entier « se sont trompés en imposant, au nom de la science, l'austérité à toute l'Europe ». Le FMI se serait planté dans ses prédictions du fait d'un « mauvais coefficient de calcul » malencontreusement introduit dans son logiciel à lire l'avenir ce qui lui a fait « sous-estimer l'impact négatif des politiques d'austérité sur la croissance ». Ce regrettable bug l'aurait empêché de révéler que « l'austérité assèche la demande », et tue du même coup dans l'œuf toute velléité de croissance économique. Ce que quelques « dissidents » de la doxa néolibérale en vogue, comme Paul Krugman, s'entêtent à répéter : « En économie, mes dépenses sont tes revenus, et mes revenus sont tes dépenses. » Ce que tout élève de CM2 est capable de comprendre, pourrait-on ajouter. Il aura fallu qu'un expert se lâche pour qu'enfin – à contre-courant des sempiternels et absurdes titatas – quelqu'un ose dire que « le roi est nu » et qu'en régime néolibéral l'austérité ne peut signifier que chômage, inégalités, misère, licenciements pour la majorité des gens. Pan dans l'œil des dévots du serrage de ceinture, des gouvernants peu ou prou élus d'Europe et d'ailleurs. Pan sur le bec de la Parisot, du Medef et des tenants de l'austérité, suintants de suffisance, qui, à tour de bras, délocalisent, flexibilisent, réduisent les voilures. Pan sur le nez des pervers sectataires de la crise, qui assoient leurs pouvoirs sur l'infantilisation des exploités. Pan dans le ventre des affameurs donneurs de leçons, des prédicateurs alarmistes aux cerveaux en forme de bourses, des licenciés professionnels pourris de bonne conscience, des experts autoproclamés en malheur, des agences de notation autoréalisatrices, des prédicateurs de tout poil et de leurs gurus. Pan dans la trogne des adorateurs d'équilibre budgétaire et de leurs bêtantes dupes.

Sept mois au pouvoir et on en a déjà marre



Groupe Salvador-Seguí de la Fédération anarchiste

ÇA Y EST, 2013 A POINTÉ le bout de son nez, mais, dans les foyers, le champagne n'a pas été ouvert car, aujourd'hui comme hier, il n'y a pas grand-chose à fêter. La dernière élection présidentielle, qui mit le Parti socialiste (PS) au pouvoir, a donné à quelques-uns, trompés par le nom dudit parti, un peu d'espoir. L'espoir d'une société plus juste, plus libre, plus fraternelle. L'espoir de voir balayer en un revers de main (gauche) les années du sarkozisme et son lot de discours haineux et de pratiques ô combien antisociales. Mais les espérances d'un réel changement furent de courte durée et la désillusion s'est vite emparée de ceux qui ont à nouveau osé y croire.

Au niveau du travail, les patrons se sont vus gratifiés des milliards d'euros de cadeaux tandis que la condition des travailleurs, elle, n'a pas bougé d'un iota : le prétendu retour sur la réforme des retraites de 2010 ne concerne même pas 100 000 salariés, les chiffres du chômage ne cessent d'augmenter et les entreprises de fermer ou de supprimer des

emplois (Fralib, ArcelorMittal, Technicolor, Sanofi, Air France, PSA, Virgin, etc.). On nous avait promis des sauvetages à la pelle, on se retrouve avec un poignard entre les omoplates.

On nous promettait, durant la campagne électorale, une stricte renégociation du traité budgétaire européen, mais, une fois le PS élu, ledit traité a été signé sans résistance, instaurant l'austérité comme règle d'or de la gestion.

Au niveau social, les mal-logés sont toujours aussi nombreux et, quand ils osent s'emparer de logements vacants en pleine période hivernale, on envoie les flics pour les déloger *manu militari* et les remettre à la rue (et, dans cette affaire, même le Parti communiste s'y met : le 19 décembre 2012, il a demandé l'expulsion de squatteurs d'un immeuble du XIV^e arrondissement de Paris).

On nous avait promis la fin de la TVA sociale instaurée sous Sarkozy, mais, quelques mois à peine après l'élection de Hollande, on

nous annonce une hausse de 3 % de cette taxe profondément injuste qui touche directement à la consommation des ménages, sans distinction de revenus.

Au niveau sécuritaire, on nous promettait la fin de la haine et des politiques discriminatoires, mais, à peine Hollande monté sur le trône de la république bourgeoise, le « socialiste » ministère de l'Intérieur, en la personne du roquet Manuel Valls, expulsait par dizaines les campements de Roms et poursuivait la même politique vis-à-vis des sans-papiers: rafles, arrestations, internements et reconduites à la frontière.

Au niveau écologique, l'alliance du PS avec Europe écologie-Les Verts nous promettait un avenir un peu plus sain. Mais, pour l'heure, le nouveau gouvernement s'acharne juste à réprimer avec violence les opposants au projet d'aéroport gigantesque et inutile de Notre-Dame-des-Landes, qui engloutira des quantités énormes d'argent public pour la seule satisfaction de l'ego démesuré de son instigateur, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault.

Au niveau de la culture, on nous promettait la « sanctuarisation » (sic!) du budget qui lui est consacré, mais, aujourd'hui, on nous annonce une baisse de 4,3 % de ce dernier.

Nous pourrions continuer encore longtemps la liste des promesses non tenues, mais celles-ci suffisent largement à prouver que, une fois encore, l'alternance politique ne change rien au problème social. Ce n'est pas le Parti socialiste qui nous sauvera, ni même le Front de gauche, le Nouveau Parti anticapitaliste ou les Verts, et encore moins le Front national ou l'Union pour un mouvement populaire.

L'avenir que nous voulons, une société garantissant à tout un chacun un maximum de liberté et un accès égal à la satisfaction des besoins réels, la fin de l'exploitation des travailleurs par l'actionnariat et le patronat, toutes ces belles idées, tous ces beaux principes ne pourront devenir réalité que si nous décidons nous-mêmes, dans nos entreprises, dans nos quartiers, dans nos villes, dans nos foyers, de nous mobiliser, de nous organiser et de nous battre, sans déléguer à personne nos revendications, sans remettre dans les mains de quiconque nos espoirs, sans faire confiance aux vaines promesses hypocrites des partis politiques.

Syndicats, collectifs, organisations: les outils sont là, alors emparons-nous d'eux et construisons ensemble, dès maintenant, un mouvement social de masse qui puisse enfin mettre un terme à ce système inique.

Pas besoin, pour enclencher ce mouvement, d'appels incantatoires à la révolution généralisée: commençons d'abord par refuser l'exploitation et les humiliations quotidiennes, par rompre le silence et l'isolement, surtout sur nos lieux de travail qui sont autant de fondations du système capitaliste, principal responsable de la misère sociale et de l'oppression politique. **G. S.-S.**

Total La Mède

Nous ne voulons pas d'un nouvel AZF

SAMEDI 24 NOVEMBRE 2012, des centaines de personnes ont manifesté devant la raffinerie Total de la Mède (13) contre le plan de prévention des risques technologiques (PPRT) à l'appel de l'association du Val-des-Pins, du collectif La Mède demain, et du collectif PPRT13.

Si le PPRT de la Mède est approuvé, les riverains se verront imposer de lourds travaux sur leurs maisons avec au moins une pièce de confinement. D'autres habitations seront classées en zone de délaissement ou d'expropriation. Plus de 950 habitations et commerces sont concernés.

Alors que Total a réalisé ses plus gros bénéfices depuis 2008, le coût des travaux qu'imposent les nuisances et les risques de la raffinerie seront supportés par les habitants eux-mêmes! Total est un danger, mais ce sont ses potentielles victimes qui paient!

Certains habitants estiment à 40 000 euros le montant de ces travaux. Pour l'ensemble des riverains, cela représenterait 16 millions d'euros.

Les associations demandent un moratoire afin de changer cette loi injuste.

Dans un proche avenir, le PPRT de Lavéra sera prescrit avec 11 sites classés Seveso, seuil haut qui impactera Lavera, Les Laurons et les plages, Martigues-Ouest et Port-de-Bouc.

Nous ne voulons pas d'un nouvel AZF à Martigues ou à la Mède!

Déjà, le 9 novembre 1992, une explosion avait coûté la vie à six personnes et en avait blessé 37: un blessé grave parmi le personnel et deux autres parmi les pompiers.

À cette époque, les effets de cette explosion avaient été ressentis sur plusieurs kilomètres et ne s'étaient pas limités aux seuls riverains du site. Tout le monde est concerné.

Groupe de Martigues

groupemartiguesfederationanarchiste.wordpress.com

On pourra aussi consulter utilement le site:

<http://www.facebook.com/pages/PPRT-et-riverains/122871184450294>

Presstalis

Soutien aux grévistes

DEPUIS DES ANNÉES, les plans de restructuration se succèdent chez Presstalis (ex-NMPP), entraînant de nombreuses suppressions de postes. Le dernier de ces plans n'en prévoit pas moins de 1 200 (sur 2 500). Dans ces conditions, il semble évident que Presstalis ne pourra pas assurer correctement son rôle de distributeur de la presse, dans les conditions que la loi Bichet de 1947 avait prévues (un système coopératif mutualisant les coûts de distribution). Mais cela ne semble guère inquiéter Aurélie Filippetti, ministre de la Culture (ministre de tutelle de la Presse), qui n'envisage pas d'intervenir pour faire abandonner ce plan « social » consistant à supprimer un emploi sur deux.

Le groupe Salvador-Seguí considère que la presse ne doit pas être une simple marchandise, mais un bien culturel public. C'est pourquoi nous jugeons inacceptable de laisser se poursuivre la casse de Presstalis par sa direction. Bien que très critiques sur

l'état actuel d'une presse française majoritairement soumise aux diktats de la marchandise et de la culture dominante, nous sommes néanmoins résolument opposés à la fin de la distribution égalitaire des titres de presse, dont les premières victimes sont les petits titres dits « d'opinion politique ». Le désengagement financier d'Hachette, les manœuvres-magouilles des Hersant-Tapie et compagnie vont dans le sens inverse de l'indépendance de l'information et, surtout, de la protection des salariés de cette branche.

C'est pourquoi le groupe Salvador-Seguí de la Fédération anarchiste tient à affirmer son soutien et à encourager les nombreux mouvements de grève des salariés de Presstalis qui se succèdent depuis l'été 2012 et qui, à nos yeux, sont parfaitement justifiés.

Groupe Salvador-Seguí

de la Fédération anarchiste



JE POURSUIS LA NARRATION des événements qui se déroulent à l'usine PSA d'Aulnay.

Cette fois-ci, je vous ramène directement au 12 juillet sur le parking après l'annonce de la fermeture de l'usine. La foule n'est pas si grande que ça. La colère non plus. Avant que la colère arrive, il y a beaucoup de larmes. Des personnes se sont effondrées quand ça a été dit par les chefs. Des ouvriers conscients ont bien compris que les jours qui viennent seront déterminants pour voir si la colère totale arrive.

Pour l'instant elle est mesurée, la colère.

Positif: beaucoup sont rentrés chez eux après avoir été dire leur fait aux chefs dans les briefings d'explication de mon équipe: « *Le baratin a assez duré! Vous licenciez massivement à Poissy, c'est pas pour prendre ceux d'Aulnay à la place!* »

Un ouvrier vide son sac de plus belle: « *Vingt-cinq ans d'exploitation, quarante-sept ans d'âge, vous croyez quand même pas me dégager comme ça!* »

Une certitude, la direction va essayer de nous endormir. La clé de ce qui viendra arrivera de la majorité silencieuse.

Un ouvrier se demande si les pleurs feront place à la colère, ajoutant: « *Si ont fait pas bloc, on est foutus!* » Son raisonnement est des plus justes selon moi: deux blocs vont se constituer dans l'usine, le bloc des résignés qui voudront s'en sortir avec les mesures de la direction et qui seront passés au lapidaire, et le bloc de ceux qui sont prêts à se battre pour s'en sortir collectivement.

Lutte ouvrière ne tarde pas à proposer un comité de grève pour coordonner la lutte à venir. De drôles de danses arrivent de la part des trotskistes pour trier sur le volet ceux qui en feront parti.

Après l'annonce de la fermeture, à la prise d'équipe, les télévisions sont présentes tous les jours. Elles viennent filmer le camp retranché d'Aulnay. Voici quelques réflexions de colères: « *Les médias parlent de nous! Ça fait un retour de monnaie pour la direction!* »

Mais il y a des sadiques, des voyeurs chez les journalistes, certains viennent filmer les ouvriers qui pleurent pour faire de la télé-réalité à deux balles sur la détresse du monde du travail! Ils filment aussi le PDG qui verse des larmes de crocodile, demandant l'aide de l'État pour la filière automobile alors qu'il vire 8 000 personnes en France!

Le lundi suivant, dans l'atelier du ferrage, une nouvelle AG organisée par la CGT a lieu pendant la pause du matin.

Après la prise de parole de l'orateur trotskiste, l'autorité du chef est mise à l'épreuve. Beaucoup de présents expriment leur méfiance envers les syndicats et les partis politique. Voilà Lutte ouvrière débordée. Tout ça n'empêche pas la direction d'Aulnay d'entamer sa sinistre comédie, se couvrant de ridicule comme à son habitude.

Cette fois, les sommets sont atteints.

Elle a fait venir, en plus des huissiers habituels en ces circonstances, des caméras pour nous filmer. Nous mettre en boîte ne suffit pas à la direction. Une fois l'AG finie, un de ses larbins vient nous signifier qu'on est considérés comme en grève. Un ouvrier harangue le guignol: « *Tu sers à rien! Tous au paquebot, voir le directeur pour être payés!* »

La foule suit. Des présents de l'AG appellent des potes restés sur ligne. Ils rappellent vitesse grand V.

À cet instant, tout le monde comprend que les premiers jours d'un mouvement sont les plus importants. Si on est payés pour les AG, ça sera plus facile d'entraîner du monde pour les débrayages à venir. D'importance, la suite va l'être.

En plus des mouchards habituels et des huissiers pour constater, des militants de Lutte ouvrière suivent la foule des ouvriers en marche. Faudrait pas qu'ils perdent la mainmise sur les événements.

Nous voilà tous au paquebot – qui est le siège de la direction (pour une usine qui coule, ça ne s'invente pas).

Pas au bout de nos surprises, qu'on est!

Le directeur est absent, le navire serait-il déjà abandonné? Une collaboratrice se pointe, toute tremblante. Nous signifions à la dame le pourquoi qu'on est là. La collaboratrice prend son portable: le directeur recevra une délégation de syndicalistes pour discuter une fois son rendez-vous achevé! Après ça, la bourgeoisie entend une ouvrière dire ce qu'elle a sur le cœur: « *Tu nous regardes de haut! On est pas de ton monde parce qu'on est des ouvrières! Ta fille de 8 ans risque pas de te dire: "Maman, t'auras bientôt plus de boulot!" Toi, des beaux quartiers, ça risque pas de t'arriver! Ils nous ont prévenus avant les vacances de la fermeture de l'usine, pour qu'elles soient bien gâchées!* »

Historique ce qui suit. Les ouvriers élisent les représentants qui seront reçus par le directeur de l'usine. Lutte ouvrière n'arrive à imposer qu'un unique syndicaliste des leurs. Il s'invite dans la délégation. L'ouvrière fait partie de la délégation. Un militant peut pas s'empêcher d'aller lui dire comment causer. Elle envoie le dirigisme trotskiste à la poule: « *T'es pas mon père!* »

La négociation n'obtient rien, le directeur reste intraitable: « *Si je vous paye une demi-heure de réunion par jour, c'est la porte ouverte à tous les débordements!* »

L'argument « *Vous payez les briefings bourrage de crâne obligatoire avec le chef* » ne convainc pas le directeur.

Personne n'est déçu après les négociations: « *C'est pas grave, nous gagnerons la prochaine fois! Des syndicalistes auraient rien obtenu de plus!* »

Les présents disent aux trotskistes de pas trop parler les prochaines fois aux réunions, pour qu'elles soient plus courtes et que tous puissent causer et qu'il ne soit pas enlevé trop d'argent sur la fiche de paye!

J'arrête ma narration sur ces notes qui éclairent un peu plus le contexte actuel de l'usine. Un prochain article reprendra le fil des événements.

Silien Larios

Brèves de combat

Zapatistes mayas

Dix-neuf ans après leur insurrection, plus de 40 000 zapatistes mayas ont marché silencieusement sur les pavés des villes du Chiapas, au Mexique, le 21 décembre. Ce ne fut pas le jour de la fin du monde pour eux, mais « le début d'une nouvelle ère où doivent triompher la démocratie, la liberté et la justice ».

Infirmières vénères

Ni bonnes, ni nonnes, ni pigeonnes ! « Nous refusons de contribuer à un système qui privilégie la rentabilité au détriment de la qualité des soins », revendique le collectif d'infirmiers et d'aides-soignants.

Des « France Inter » vénères

Selon une camarade travaillant sur la fréquence, qui nous envoie ce témoignage, et contrairement aux annonces mensongères serinées sur cette antenne, les conditions de travail y deviennent infernales, les techniciens sont de plus en plus stressés et les postes injustement réduits ; ils font des heures sup non rémunérées, sont souvent traités avec mépris. « Les gens sont traités comme des pions et du côté des instances, c'est le dialogue de sourds et la fuite en avant de la casse d'un secteur de l'audio-visuel qui fait encore 100 % de sa production sur les antennes. »

Égalité pour tous

Grands écarts des statistiques. Durant la manif parisienne pour le mariage gay (ou l'égalité des droits), la

Météo syndicale



IL FAISAIT UN TEMPS DE BRETAGNE en ce jeudi 10 janvier, avenue Bosquet à Paris. Face au Medef il fallait une réponse unitaire syndicale avait-on lu dans les gazettes et les quotidiens, pour contrer les agissements du Medef. Comment dire ? La réponse était un peu étriquée... par des hardes syndicales unitaires pour battre le pavé du cosu 7^e arrondissement. Beaucoup de militants CGT, quelques-uns de FO, une banderole de la FSU et surtout beaucoup de retraités. On l'a déjà dit dans les pages du *Monde libertaire*, dans les manifestations (presse-bouton ou autres), les actifs, ceux qui quittent le boulot pour aller manifester ou simplement faire grève, ne peuvent plus le faire maintenant comme avant. De là à dire que les retraités (héritiers véritables des traditions de lutte prolétarienne) sont les véritables moteurs de toute mobilisation syndicaliste, ça reste à débattre... Quoi qu'on en pense vraiment, ceux et celles qui ont la réalité en mains sont celles et ceux qui bossent aujourd'hui. Et, faut-il le préciser, pas celles et ceux qui causent en leur nom avec l'étiquette des syndicats représentatifs.

Ainsi, vis-à-vis du Medef, le front syndical unitaire n'aura pas tenu longtemps. On a compris que maxi-flexibilité, casse du CDI, réduction des moyens des instances représentatives du personnel, privation des moyens de recours aux prud'hommes sont les angles d'attaque. Comme si le Code du travail n'était pas assez amoché comme ça ! On n'oubliera pas ! Risquons le non-consensus, les problèmes de représentativité sont des ombres chinoises plus que présentes !¹ Et curieusement, alors qu'au cours des dernières années (contre toute logique historique, donc contre toute logique syndicaliste), CGT et CFDT

avaient esquissé éhontément plusieurs pas de deux. Dans les rangs c'était autre chose. Les militants de ce jeudi 10 janvier critiquaient à haute voix la confédération ex-chrétienne, à deux pas de Bernard Thibault² qui avait plus qu'œuvré pour marcher allègrement sur les plates-bandes du syndicat de Chêrèque.

Alors, vérité à la base ou à la tête des organes dirigeants ? La une d'un quotidien parisien/national implorait que patronat et syndicats s'entendent enfin. Comme on disait au siècle dernier : sur quelles bases, et qui déshabille l'autre ? Vu l'air du temps ça va pas trop bien pour la Sociale et en ce moment précis, avec la bénédiction des représentants officiels du socialisme par voie parlementaire.

La façade CFDT, FO, CFE-CGC, CFTC, CGT était sur le principe « Pas d'accord en vue si le Medef reste inflexible ! ». Le problème est que militantisme à la base ou non, le monde du travail est tributaire du résultat.

Selon un sondage, la lutte des classes serait plébiscitée par une « large majorité de Français » dans les organisations spécifiques de toute obédience. Faudrait mieux que ça relance le syndicalisme, non ?

Jean-Pierre Germain

*Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste*

1. Des sous et des sous ! Le syndicalisme du XXI^e siècle ne penserait-il qu'à ça ? Qu'en penserait Griffuelli, trésorier de la CGT avant la Première Guerre mondiale ?

2. Toujours protégé par un service d'ordre du Livre CGT. Au moins un boulot que les travailleurs de l'imprimerie auront conservé... Commentaire de Sitting Bull.

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Le viol

une arme contre les pauvres en Inde



Manifestation en Inde contre les viols

LES MÉDIAS EN ONT PARLÉ jusqu'à plus soif. C'était l'occasion géniale de détourner l'attention, de montrer que, chez les sauvages, c'était pire que chez nous, les civilisés. Une chaîne de télévision alla jusqu'à « donner la parole » aux femmes indiennes. Oui, vous l'avez deviné, il est question ici de ce crime, un viol suivi de l'assassinat d'une jeune femme dans un bus de New Delhi. Avant d'aller plus loin, je voudrais juste rappeler que, selon les statistiques, il y aurait, dans notre doux pays, 205 viols par jour, donc 75 000 par année, dont seulement 8 458 sont déclarés. Les tentatives de viol, elles, s'élèvent à 198 000. Ce sont probablement des chiffres minimaux dans la mesure où ces crimes restent le plus souvent cachés. En Inde, il y aurait eu 24 206 plaintes déposées pour viol en 2011. Ce qui, compte tenu de la population indienne (soit 1 200 000 000 habitants), en ferait le pays où ce type d'acte serait proportionnellement le plus faible. Mais les choses ne sont pas aussi simples qu'une formule mathématique.

Un homme, une femme et inversement

Pour que l'espèce humaine se reproduise, il faut que le nombre de femmes soit plus ou moins équivalent au nombre d'hommes. Le ratio est de 105 femmes pour 100 hommes en France. En Inde, il est de 91, comme en Chine, d'ailleurs. Comment expliquer cela d'une part et quelles en sont les conséquences ?

Le progrès scientifique et technique est responsable techniquement de cet état de fait, car il permet aux futurs parents, comme à leur famille, de connaître avant la naissance le sexe de l'enfant. On se réjouit quand il s'agit d'un garçon, et un avortement est très souvent provoqué quand il s'agit d'une fille. Eh oui ! Une fille, il faut la marier, pour la

marier il faut lui donner une dot qui doit être la plus élevée possible et qui vient donc diminuer la part restante au garçon. Pour beaucoup de familles, avoir une fille est une catastrophe.

Cette situation entraîne une autre conséquence tragique : si la dot ne se révèle pas du niveau promis, le mari et sa famille se considèrent autorisés à tuer la nouvelle épouse. Les chiffres officiels évaluent à 10 000 le nombre de femmes tuées pour cette raison chaque année.

Au pays du Kamassoutra, la femme est considérée comme quantité négligeable mais, dans les faits, les choses changent lentement.

Aujourd'hui, le plus grand parti indien est dirigé par une femme, une autre femme est à la tête de la chambre basse du Parlement, et trois gouverneurs d'État sont des femmes. De 2007 à 2012, une femme, Pratibha Patil, fut présidente du pays. Malgré ces avancées, le mal reste très profond. C'est ce que nous rappelle la militante radicale Arundhati Roy¹ dans un entretien publié dans les médias indiens et dont je cite quelques passages dans le paragraphe qui suit.

La lutte contre les pauvres

« Nous assistons à une réaction ordinaire à un événement que nous considérons difficilement comme exceptionnel, c'est d'ailleurs terrible d'appeler exceptionnel un événement tragique. [...] Cependant, le vrai problème est de savoir pourquoi ce crime suscite une telle émotion, cela est-il en rapport avec le fait que ce sont des criminels pauvres, comme un marchand des quatre saisons, un moniteur de gym ou un conducteur de bus qui ont en fait agressé une fille de la classe moyenne ? Quand le viol est utilisé comme moyen de domination par les classes supérieures, l'armée ou la police, ce n'est jamais puni. [...] Je pense que cela [ces manifestations] débouchera peut-être

sur quelques nouvelles réglementations, une surveillance accrue, mais tout cela ne protégera que les femmes des classes moyennes. Mais pour les cas où la police et l'armée sont impliquées, il n'y aura pas de nouvelle loi. Qu'allez-vous faire quand la police, elle-même brûle des villages et viole collectivement les femmes (gang-rape) ? J'ai personnellement entendu de multiples témoignages de femmes, victimes de ces actes.

» L'Inde féodale a un immense passé et un énorme héritage de mépris et de violences faites aux femmes. N'importe quel compte-rendu de la Partition (séparation de l'Inde et du Pakistan en 1947) comme le récit de ce qui est imposé aux femmes Dalit (intouchables) en attestent, mais aujourd'hui on est en face d'une espèce de psychose.

» En ce moment, l'armée et la police utilisent de façon routinière le viol comme une arme contre le peuple dans des régions comme le Chhattisgarh (en rébellion armée permanente), le Cachemire (qui désire son indépendance) et le Manipur (État frontalier avec la Birmanie où une insurrection larvée subsiste depuis 1964). Mais ce qui est vraiment dangereux, c'est le fossé grandissant entre les riches et les pauvres. Auparavant, au moins, les riches agissaient avec un minimum de discrétion, mais, aujourd'hui, tout passe à la télévision pour une consommation de masse, ce qui entraîne une accumulation de colère et de psychose, et les femmes en haut, au milieu, et en bas de la société vont en payer le prix. »

En Inde, comme ailleurs, l'émergence des femmes témoigne de changements sociaux profonds.

Pierre Sommermeyer

1. Voir *Le Monde libertaire* n° 1580.

préfecture a compté 60 000 manifestants et les organisateurs 150 000, cherchez l'erreur! Le carré libertaire a rassemblé des militants d'Act-UP Paris, de la FA, de l'Ollé, etc. Ambiance générale, pêche, bons slogans. « Civitas, serre les fesses, on arrive à toute vitesse! », « Deux papas pédés : plus d'enfants mal habillés! » ou encore : « C'est au Vatican, qu'on viole, qu'on viole, c'est au Vatican, qu'on viole les enfants! ».

Sans-paps toujours

Devant le siège du PS à Paris s'est déroulée une occupation de protestation et d'interpellation du ministre de l'Intérieur. À Lille, la mairie est occupée par plusieurs dizaines de sans-papiers pour revendiquer la prise en compte de la grève de la faim par la préfecture du Nord. Trente-trois mille, c'est le quota d'expulsions à atteindre en 2012. On ne sait toujours pas s'il a été atteint. Et ceci naturellement dans la plus grande des discrétions!

Élections TPE : un fiasco

Les élections syndicales s'adressant pour la première fois aux salariés de particuliers employeurs, aux salariés des très petites entreprises (moins de onze salariés) et aux apprentis dès l'âge de seize ans ont fait un fiasco. À la clôture des délais, seulement 9,1 % des 4,6 millions de personnes concernées ont voté.



Chronique néphrétique

La guerre de Troie n'aura pas lieu

PENDANT UNE GUERRE, un génocide, certains s'enrichissent en dépouillant les cadavres, en s'emparant des biens des déportés, en vendant des armes, par le marché noir, en renégociant des traités ou en modifiant des frontières. Donc, on ne se bat pas contre la guerre? Parce qu'elle n'existe pas?

Ce n'est pas parce que la ruine des uns est profitable à d'autres qu'il ne s'est rien passé en 2008. Les banquiers s'en sortent, mais le krach a bien eu lieu.

Philippe Pelletier, dans son article « Les petites mains vertes du capitalisme triomphant » dans le n° 1690 du *Monde libertaire* cherche à démontrer que, derrière l'écologie, se cache une entreprise généralisée du système capitaliste pour se perpétuer. Tous les exemples cités dans l'article peuvent être justes, l'architecture du raisonnement n'en est pas moins irrecevable. À le lire, on pourrait croire que l'écologie n'est qu'une manœuvre.

Ce n'est pas parce que certains acteurs du capitalisme tentent de s'emparer des craintes ou des aspirations que la pollution, l'alimentation, la gestion de l'énergie, que les problèmes écologiques n'existent pas.

Mettons de côté le réchauffement climatique. (Sans toutefois oublier que les équipes d'avocats et d'experts chargées par le lobby du tabac d'innocenter la cigarette se recyclent dans la négation du réchauffement climatique...) Comme le dit Philippe Pelletier, la bourgeoisie n'est pas homogène. Des intérêts divergent, et l'on peut facilement comprendre que les industriels d'un secteur misent sur le statu quo et d'autres sur le développement durable. On pourrait même, concernant les thèses contradictoires sur le réchauffement climatique, admettre l'hypothèse d'un choc de lobbies.

Peut-on pour autant nier les problèmes écologiques? Les rejets, les accidents et les déchets nucléaires n'existent pas? La dégradation des sols due à l'agriculture intensivement polluante non plus? Et quid de la fertilité du sperme en baisse? Peut-on nier que se pose la question de notre survie, du moins comme espèce non altérée ou génétiquement modifiée? Dire cela, c'est « du catastrophisme de gourou écolo »? Par ailleurs, on pourrait citer des

centaines d'hurluberlus qui ont écrit ou commis les pires horreurs « au nom des exploités », cela ne signifierait pas pour autant que l'exploitation n'existe pas...

Bien sûr que le capitalisme peut s'appuyer sur l'écologie comme sur un nouveau nationalisme, une « union sacrée » qui lui permettrait de serrer les rangs, de se souder par-dessus les intérêts de classes, comme en tant de guerre. Bien sûr que des bureaucrates, des politiciens, surfent sur l'écologie pour s'enrichir ou asseoir leurs pouvoirs, mais le moins que l'on puisse dire, c'est que le mouvement n'est pas unanime et généralisé! Le capitalisme est-il apte à résoudre ces crises écologiques? Je reste perplexe. Mais ce qui m'apparaît surprenant, c'est à quel point Philippe Pelletier semble en être persuadé. Pour lui, ce n'est pas la crise écologique qui est inéluctable, c'est la capacité du système à s'en sortir. À quel prix?

Dire que la transition énergétique se fera au détriment des salariés et des pauvres en les pressurant, ce n'est pas opposable au fait que nous subissons déjà la crise écologique par notre sang empoisonné de pesticides et de centaines d'autres produits chimiques, métaux et microns radioactifs.

Peut-être même que cette crise-là provoquera les sursauts révolutionnaires que « la simple exploitation capitaliste », malgré ses horreurs, n'a que trop rarement suscités.

Mais laissons l'écologie.

Cher Philippe, vu le parallèle que tu fais entre la social-démocratie et l'écologie, j'aimerais que tu tires, dans un prochain article, « l'exact bilan de l'évolution de la social-démocratie, celui qui n'a pas été fait par le mouvement anarchiste ». Et que tu m'expliques quelle erreur d'analyse serait la cause de la marginalisation dudit mouvement. Le mouvement anarchiste aurait-il ici servi de petites mains à la « social-démocratie triomphante », « permettant ainsi au capitalisme de se renforcer, via l'État dit providence »? Quelle politique aurait-il fallu mener? Ce qui n'est qu'à peine suggéré mérite des développements.

Rodkol

rodkol@netcourrier.com

Euthanasie

Le rapport sur la fin de vie (enfin) publié

APRÈS CINQ MOIS DE RÉFLEXIONS et pas moins d'une dizaine de débats, le professeur Sicard, ancien président du Comité national consultatif d'éthique, a remis son rapport sur la fin de vie à François Hollande. Premier enseignement : il ressort des nombreux échanges et témoignages avec les nombreux médecins interrogés en France et à l'étranger « une inquiétude sur les conditions préoccupantes, trop souvent occultées, de la fin de vie en France et l'impasse des réponses posturales ».

L'analyse plus fine des résultats fait ressortir deux observations principales.

La première souligne, d'une part, l'application insuffisante depuis treize ans de la loi visant à garantir l'accès aux soins palliatifs et, d'autre part, depuis dix ans, de la loi relative aux droits des malades (loi Kouchner) et, enfin, depuis sept ans, de la loi Leonetti, relative à l'obstination déraisonnable du corps médical et à la prolongation artificielle de la vie du patient. Dans un premier temps, on peut donc en conclure, selon notre grille de lecture libertaire, que les lois ne servent visiblement pas à grand-chose ! D'ailleurs, sur un sujet voisin, les textes législatifs sur l'IVG l'ont déjà largement démontré, puisqu'ils n'ont jamais empêché certains praticiens anti-IVG

de tout tenter pour faire renoncer des patientes à le pratiquer.

La seconde observation, suite à ces entretiens, est « le caractère particulièrement dramatique des inégalités au moment de la fin de vie ». Face à ce constat, le professeur Sicard recommande avant tout l'impératif du respect de la parole du malade et de son autonomie. Et, de recommander « l'exigence d'appliquer résolument les lois actuelles plutôt que d'en imaginer sans cesse de nouvelles », soulignant au passage « l'utopie de résoudre par une loi la grande complexité des situations de fin de vie ».

Les rapporteurs mettent aussi en lumière « le danger de franchir la barrière d'un interdit, si le législateur prenait la responsabilité d'une dépenalisation d'une assistance au suicide ». Aussi, ils insistent sur deux points majeurs à leur sens : la garantie stricte de la liberté de choix en témoignant de l'autonomie de la personne et l'impératif d'impliquer au premier chef la responsabilité de l'État et la responsabilité de la médecine.

Concernant un autre aspect de la problématique, si le législateur prenait la responsabilité d'une dépenalisation de l'euthanasie, la commission entend mettre en garde sur l'importance symbolique du changement de cet interdit car, selon elle, « l'euthanasie engage profondément l'idée qu'une société se fait du rôle et des valeurs de la médecine », avant de préciser que « tout déplacement d'un interdit crée nécessairement de nouvelles situations limites, suscitant une demande indéfinie de nouvelles lois » et que « toute médecine comporte sa part d'action aux confins de la vie sans qu'il soit nécessaire de légiférer à tout coup ». Un discours qui n'est pas pour nous déplaire, nous libertaires et partisans du droit à une mort choisie, bien au contraire...

À la fin du rapport, les experts de la commission ont souhaité souligner « que l'avenir de l'humanité se résume à l'affirmation sans limites d'une liberté individuelle, en oubliant que la personne humaine ne vit et ne s'invente que reliée à autrui et dépendante d'autrui. Un véritable accompagnement de fin de vie ne prend son sens que dans le cadre d'une société solidaire qui ne se substitue pas à la personne mais lui témoigne écoute et respect au terme de son existence ». Nous autres anarchistes ne l'aurions pas mieux exprimé !

Cependant, il ne reste qu'à espérer que ces quelques pistes de réflexion seront entendues par le gouvernement et surtout par les législateurs pour qu'enfin, en France, nous ayons le droit à une mort digne, n'en déplaise aux apologistes du prétendu « respect de la vie » qui cache si mal les relents nauséabonds de la clique intégriste des militants « provie » !

Patrick Schindler

Groupe Claaaaash de la Fédération anarchiste



Pensons ensemble

Variations sur le thème de la fin de vie volontaire

Geneviève Novellino

LE 16 OCTOBRE 2012, à la faculté de médecine de Paris, Jean Leonetti déclare devant un amphithéâtre plein qui l'applaudit, que «l'éthique de l'autonomie est un individualisme tandis que l'éthique de la vulnérabilité, qui protège les gens contre eux-mêmes, est collective ou donne un sens au collectif», expression dont on se demande quelle signification elle peut avoir. Sans respect pour autrui, on peut se demander si ce médecin se respecte lui-même, vu que sa conception de la liberté, dont il prétend faire l'un des fondements de sa pensée, autorise à faire subir à autrui ce que l'on n'accepterait jamais pour soi : l'imposition de la vie à ceux qui choisissent de la refuser en choisissant la mort.

Si les deux valeurs de Leonetti sont la vie humaine et la liberté, on peut s'interroger sur ce en quoi consiste pour lui une vie humaine qui pour nous est faite d'affectivité et de conscience de soi, et de quelle liberté il est ici question où n'entre pas la possibilité de décider d'elle-même. À tel point ce monsieur ignore la signification du concept de liberté, qu'il demande ou fait semblant de se demander, à propos de la personne de confiance qui représente celui qui ne peut plus s'exprimer de sa propre voix, est-ce que j'ai le droit de donner ma liberté? Comme si la liberté était un paquet que l'on peut refiler à autrui, quand elle est mon essence même, en tant que personne humaine et que je ne peux me défaire de moi-même.

Ma loi, continue l'orateur, c'est : pas de souffrance, pas d'abandon, pas de prolongement. Le premier point n'a pas à être commenté. Sauf à s'interroger sur l'institutionnalisation des soins palliatifs qui devraient être présents dans chaque service hospitalier.

Le deuxième interroge son évidence : comment ne pas se sentir abandonné, quand on n'est pas entendu? Plus qu'abandonné, on ne peut que se sentir méprisé.

Le troisième point pose plusieurs questions. Comment établir la date à laquelle commence le prolongement? Qu'appelle-t-on prolongement et de qui dépend-il : la réponse est dans la question, pas de l'intéressé. Qui déclarera que l'obstination est déraisonnable – pétition de principe car l'obstination est par définition déraisonnable – là où il n'est pas question de raison mais de sens et de

sentiment. À partir de quand ou de quoi l'obstination se nomme-t-elle acharnement thérapeutique? Même si une vie artificielle n'est pas humaine, je ne viens pas faire ce que la personne a écrit parce que ce n'est pas raisonnable : nous voilà prévenus du mépris total de l'autre. Au contraire de ce qui a été affirmé, nous avons, aujourd'hui, beaucoup plus peur de la mort car elle est de moins en moins en notre pouvoir, alors qu'autrefois on mourait sans risque d'être prolongé.

Au contraire de ce qui a été affirmé, nous avons, aujourd'hui beaucoup plus peur de la mort car elle est de moins en moins en notre pouvoir, alors qu'autrefois on mourait sans risque d'être prolongé

Et ce qui détruit totalement la crédibilité de ces trois points, c'est la déclaration : ce qui compte c'est l'intention. C'est-à-dire que si l'intention est de conserver la vie, ces principes seront observés, mais si l'intention est d'aider à mourir aucun de ces trois points ne compte : on peut laisser souffrir et abandonner, on le doit même sauf à être sanctionné par la loi.

Quant à admettre des exceptions, «faire des lois d'exception est dangereux pour le bien public». Et qui définit le bien public? La comparaison avec le code de la route est éclairante : «On ne peut faire une loi pour celui qui dépasse la ligne jaune, par exemple pour éviter d'écraser un enfant», dit-il. Il faut préserver le trafic. C'est cela le bien public! Mais on peut certainement juger que celui qui a contrevenu à la loi a bien agi en respectant la vie d'un enfant et ne doit pas être sanctionné : ce serait cela l'exception.

À quoi bon analyser les propos énoncés avec une totale bonne conscience par un homme insensible, sans respect pour l'autre, et dont on peut douter du sens qu'il donne à sa propre dignité. Qu'il fasse un jour l'expérience de la souffrance du non-sens de sa vie, souhaitons-le, mais il aura sans doute assez de bonnes relations pour l'aider à passer de vie à trépas quand il aura passé sa vie à rester sourd à son prochain.

«Je veux mourir» disent ceux pour qui la vie est devenue une torture mais nul ne peut affirmer cela parce que le néant ne peut être objet de désir. Ce qui est affirmé c'est je ne veux plus vivre, je désire que cesse ce souffle qui n'est plus que souffrance et je ne souhaite que la délivrance de ce qui a été ma vie.

Et à qui adresser ce «Je n'en veux plus», si je n'ai pas l'énergie, la capacité ou le moyen nécessaire pour «en finir» seul par un suicide réussi. Qui m'entendra, m'aidera, m'accompagnera dans ce dernier pas que je ne peux ni ne veux accomplir seul, qui me procurera le moyen d'une mort douce qui m'évite ce que certains sont acculés à affronter – et dans quel état? – dans un suicide violent.

C'est dans le cadre de cette demande que se situent notre pensée et notre action : entendre ce désir, réfléchir avec celui qui n'en peut plus mais, agir pour lui offrir le moyen du dernier voyage. Démarche parfaitement illégale et profondément éthique que ce souci pour toute personne vivant sans l'admettre une souffrance intolérable.

Les êtres humains réduits à cet appel ne sont qu'une minorité mais exigent d'être pris en compte, ce qui ne bousculerait pas les fondements de notre société. D'autres l'ont fait! Admettre que l'on peut aider son prochain à mourir nous semble le plus banal des comportements moraux, le faire nécessite une compassion et une force d'âme qui exigent un profond travail sur soi, parce que l'instant dernier qui ne sera suivi d'aucun autre, l'arrêt du souffle de l'autre qui ne peut que nous couper le souffle, nécessitent de pouvoir être vécus dans la sérénité nécessaire à celui qui va mourir.

Et il y a aussi les conditions extérieures, sociales, politiques et idéologiques, qui empêchent ou rendent difficiles cette aide à autrui, que les gens de pouvoir se refusent à entendre, condamnant sans appel celui qui veut se délivrer de la prison de son corps dont il n'a pas la clef.

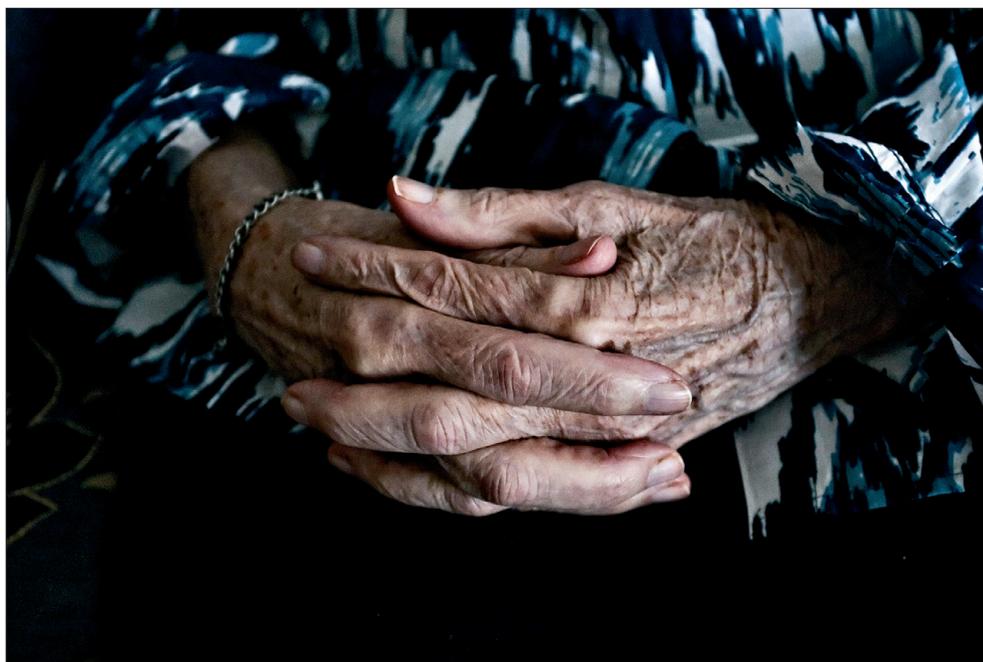
Nous voulons obtenir de notre société, de plus en plus déshumanisée dans ses lois et dans ses mœurs, «le droit de mourir» (Hans Jonas) : non pas la possibilité du suicide qui n'est qu'un simple fait social, incontrôlé et incontrôlable, mais la reconnaissance non seulement éthique mais légale du droit à être aidé quand nous le demandons. Et cela sans

avoir à nous justifier par un état physique ou psychique de détresse ou de « stade terminal », comme on ose nommer cette approche de la mort. Nous voulons que soit simplement entendue la demande claire et consciemment formulée du je ne veux plus vivre, aidez-moi.

Que chacun, dans des conditions de maturité intellectuelle et d'équilibre affectif, ne puisse accéder aux produits létaux existants reste pour nous un scandale. On met des armes dans les mains des soldats pour tuer leurs frères qu'on leur fait nommer ennemis, mais on refuse de permettre à celui qui le

Le Code pénal punit, le Code pénal se venge du geste de compassion qui vient d'un être aimant vers un être aimé. Y a-t-il une place pour l'amour dans notre société? Évidemment pas au niveau des institutions et de ceux qui les représentent.

Ma mort est un événement de ma vie privée et les lois ne la protègent pas, mais la livrent aux décisions de ceux qui détiennent le pouvoir dont ils font des lois. Changer les lois n'est pas en mon pouvoir. Alors, chacun pour soi? Sauf à trouver le cœur compatissant qui m'aidera à mourir paisiblement quand j'en aurai fixé la date.



désire de se procurer le médicament qui ne concerne que lui-même et on empêche son frère de l'accompagner. Que d'autres que nous-mêmes aient sur nous un pouvoir de vie et de mort – comme le *pater familias* romain – est pour nous inadmissible. Aucun médecin, aucun magistrat ne peut juger que notre heure est arrivée, seul nous en ressentons la justesse et la nécessité.

Nous voulons vivre en accord avec nous-mêmes, condition de possibilité d'un accord avec les autres. Contre la guerre nous voulons la paix, la paix entre tous, la paix en nous-même, et si avoir la mort à notre portée devient le moyen de vivre en paix jusque-là, nous voulons que cette mort ne nous soit ni refusée ni interdite quand les tueries font rage partout sous les applaudissements ou l'indifférence des décideurs.

Si nous avons entre nos mains le moyen d'une mort douce et sans souffrance, notre vie en serait allégée. Y a-t-il pire condamnation que de vivre malgré soi! condamné à rester dans le couloir de la mort. Avoir la possibilité de mourir doucement, entouré et aimé, nous donnera si ce n'est la joie, au moins la paix de vivre en attendant. Une paix du cœur car toute cette problématique relève de nos sentiments.

Je souhaite que tous ceux qui applaudissent un discours, tel que celui que je me suis infligée d'écouter, apprennent un jour dans leur chair ce qu'est l'intolérable et qu'ils trouvent la compassion d'une bonne âme, envers et contre une loi qui l'accusera de meurtre.

Il est inutile de chercher à convaincre ceux qui n'ont pas éprouvé et ne veulent pas imaginer ce qu'est la souffrance de vivre, pas plus que de tenter de se faire entendre en parlant d'amour à qui n'a jamais aimé. C'est notre sensibilité qui est touchée ou se défend devant la pensée de la mort et de la souffrance. C'est notre cœur qui parle, soutenu par notre réflexion. Aucun argument ne fera s'ouvrir un cœur fermé, seule une expérience vécue pourrait faire changer des opinions.

L'absence de réaction de Didier Sicard, qui semblait s'assoupir à l'audition interminable de la rhétorique démagogique de Leonetti, laisse inquiet sur la volonté de la commission qu'il préside d'écouter la position des 86 % de Français favorables à une légalisation d'une aide à mourir. Mais il est possible d'espérer que se fasse entendre ce qu'il a déclaré être l'essentiel à transmettre (s'adressant en particulier à sa fille, médecin), l'amour de l'humanité.

G. N.

Vers une agriculture écologique ?

DANS *Vive l'agro-révolution française*, Vincent Tardieu vient de faire le point sur l'agriculture, principalement en France et eu égard au reste du monde¹. Le livre décrit de nombreuses expériences visant à une production saine, bio, sans OGM, économe en intrants chimiques, préservant ou rénovant les sols, soucieuse d'économiser l'eau (arrosage goutte à goutte, par exemple), proche des consommateurs (circuits courts évitant les transports à distance), etc. Cette agriculture renoue avec la polyculture (notamment dans l'association élevage-culture), réinstalle des haies, des bosquets, des arbres (par exemple 50 arbres sur une surface cultivée de deux hectares), fait appel à des «auxiliaires» (phéromones qui leurrent les nuisibles, insectes ou autres animaux qui mangent les prédateurs des plantes, les parasites ou qui, comme les abeilles, assurent la pollinisation), élimine ou limite énormément l'utilisation d'herbicides, de pesticides, d'insecticides, revient à l'assolement avec des variétés de plantes qui nourrissent les sols et facilitent la croissance mutuelle des semis, retrouve des semences variées redonnant de la biodiversité (indispensable car si une maladie attaque une variété de plante, la récolte est perdue alors que ce n'est pas le cas lorsqu'il y a diversité ; par ailleurs les anciennes semences sont souvent bien plus résistantes et adaptées au climat ou au sol que celles sélectionnées pour faire de la rentabilité). Mais les avancées et les expérimentations vers cette agriculture «bio» sont lentes. En effet, elle a de redoutables adversaires et des complices dans les ministères, l'administration, les instances syndicales, etc.

Je te tiens, tu me tiens

La politique agricole commune (PAC), exigée par la France dès la création de l'Union européenne (UE), a dévié de sa mission première : l'indépendance alimentaire de l'Europe. Merveille, aujourd'hui celle-ci n'est plus assurée ! C'est le résultat d'une politique devenue hyperlibérale qui a consisté à faire du productivisme (d'où la suppression des haies pour faire des surfaces d'un seul tenant, l'usage massif de produits chimiques et de machines, la sélection de semences à haut rendement, bref, la recherche de la rentabilité, etc.) en poussant à la concentration des fermes au détriment des petits exploitants. Originellement, la PAC visait aussi à soutenir les prix (subventions à l'exportation, arrachages, par exemple, de

vignes, stockages des excédents). On est passé à des «quotas» de production, par exemple laitiers, quand les excédents devinrent trop lourds et coûteux, puis à des primes à l'hectare, puis à des aides personnalisées et ciblées. Cette politique a massivement favorisé les gros exploitants (comme le prince Charles ou Albert de Monaco) pour le blé, la betterave, le maïs, le sucre et l'élevage bovin, les banques qui ont prêté pour de nouvelles installations et machines (d'où un endettement considérable des agriculteurs, pardon, des exploitants agricoles), les industries de transformation (l'agroalimentaire), les firmes de produits phytosanitaires, les semenciers (qui ont promu les variétés hybrides, c'est-à-dire qui ne se reproduisent pas, ce qui oblige les agriculteurs à racheter des semences sans pouvoir réserver une part de leur récolte à de nouveaux semis), les supermarchés qui tiennent les producteurs via la puissance de leurs centrales d'achat constituées en oligopole, les fausses coopératives qui imposent leurs prix d'achat, les variétés et même les machines et types d'installation...

Tous ces gens-là se tiennent par la barbichette et s'aident mutuellement pour pousser au productivisme ; ils ont fini par obtenir l'ouverture aux marchés mondiaux afin de faire baisser les prix d'approvisionnement et surtout pour casser les petits exploitants incapables de soutenir la concurrence. C'est ainsi que l'Europe a importé massivement du maïs US (cela faisait partie des accords du plan Marshall), puis du soja (US et maintenant d'Amérique du Sud : surtout Brésil et Argentine, ce qui tue les forêts et fait exiler ou massacrer les Indiens) pour nourrir le bétail, alors que la viande est consommée en trop grande quantité, d'où des tas de maladies (obésité, cardio-vasculaires, diabète, etc.) pour les consommateurs. Ladite Europe laisse aussi entrer les semences OGM des trusts chimico-alimentaires, sauf quand tel ou tel pays s'y oppose avec le résultat que tel machin interdit en France se retrouve quand même sur les étals via les importations internes à l'UE.

L'agriculture intensive à base de grandes surfaces, de chimie, de «révolution verte» (qui a échoué car après les grands rendements du début, les sols ont été épuisés et les nuisibles sont devenus résistants aux traitements) par sélection des plants puis par OGM, de monoculture avec une seule variété, etc., s'est implantée grâce à la coalition des intérêts

Jacques Langlois

La mer d'Aral, asséchée par l'agriculture industrielle, n'est plus parcourue que par les vaisseaux du désert...



financiers des acteurs précédents. Mais ce ne sont pas les seuls.

La FNSEA entre dans la danse

La FNSEA, si proche des gouvernements de droite, notamment avec Chirac, et monopolisée par les représentants des gros exploitants, a joué un rôle moteur. Elle a phagocyté les chambres d'agriculture jusqu'à l'assemblée permanente de celles-ci, les coopératives, les organismes de recherche. Ainsi l'Inra, pourtant organe public normalement au service de l'intérêt général, a beaucoup travaillé en direction de ce type mortifère d'agriculture. Les axes de recherche étaient orientés d'après ses besoins et les demandes de la FNSEA, ce qui, après cinquante ans, a fini par encroûter les cerveaux devenus imperméables à d'autres approches, envahis par la «science normale» (opposée à toute innovation portée par les agriculteurs de base ou certains chercheurs, bref une pensée académique et fricophone), opposant leur savoir (comme le font les énarques, les ingénieurs, les experts de tout poil) aux paysans incultes (c'est le cas de le dire), privilégiant les démarches top-down (du haut vers le bas), autoritaires, dogmatiques, réfutant les expériences mêmes réussies avec des études bidons et surtout calibrées sur les acquis et les normes en cours. Au contraire, la nouvelle agriculture avance grâce aux efforts conjoints de chercheurs et de praticiens qui échangent entre eux sans présence de pou-



voir ou de savoir, avec allers et retours entre la pratique et la théorie.

La FNSEA a placé beaucoup de ses dirigeants dans les sphères du pouvoir (Guyau, Lemétayer, Jacob, dit Rantanplan, Beulin). Le pouvoir est un veau élevé sous la mère FNSEA et ouvert aux pressions des lobbys comme l'UIPP (Union des industries pour la protection des plantes!). On a ainsi obtenu un texte étatique ahurissant par lequel les agriculteurs doivent verser une sorte de taxe aux semenciers, notamment une boîte dirigée par Beulin, actuel chef de la FNSEA!

Forfaiture fait loi

Les moyens de pression pour circonvenir les dissidents sont nombreux : refus des coopératives de prendre leur production ou de leur vendre les instruments *ad hoc* (par exemple dans le cas des cuves à lait pour les adhérents de Biolait), pression sur les banques pour ne pas leur prêter (dont l'infâme Crédit Agricole qui pousse pourtant à l'endettement) afin qu'ils fassent faillite, ce qui permet de les racheter pour des roupies de sonsonnet (technique éprouvée dans l'industrie et le commerce avec les tribunaux de commerce avec juges et syndics compradores), refus d'homologation des semences (or ladite homologation ressortit à une liste d'État; si la semence ne figure pas sur la liste, il est interdit de la commercialiser, et devinez qui concourt à la liste? La FNSEA) ou des produits (par exemple

le purin d'ortie, recette ancestrale, est interdit à la vente). Le gouvernement, autre acteur de grand poids, est donc devenu l'auxiliaire des gros, des industries chimiques, semencières et agroalimentaires, des lobbys, de la FNSEA. C'est un autre exemple des charmes de la démocratie en régime libéralo-capitaliste : le bien public n'existe plus et les intérêts particuliers sont défendus et organisés par le pouvoir légalement élu. On attend avec impatience l'action de Guimauve le Concurrent après que son prédécesseur a eu dit que l'environnement, y en avait marre. Évidemment, il n'y a pas qu'en France. Aux États-Unis, Monsanto et consorts ont obtenu que les agriculteurs, dont les champs avaient été envahis par des plantes OGM cultivées à côté de leur exploitation, soient considérés comme liés à la « firme » et tenus de lui racheter des semences ; ils ont par ailleurs été déboutés quand ils l'ont attaquée en justice. Monsanto a inventé le mouvement perpétuel car elle vend des plants OGM conçus pour résister à son pesticide (le Roundup) ; donc elle fourgue en même temps les semences et les produits chimiques, le tout en vente forcée. C'est ce qu'on appelle le libéralisme...

Longue marche de l'agriculture nouvelle

On se doit donc de constater que la recherche française a pris beaucoup de retard et que la nouvelle agriculture ne peut se développer qu'avec bien des difficultés tant les acteurs

puissants analysés par Tardieu tiennent à conserver les rentes de situation que le pouvoir leur a données. *E pur si muove...*

Il est urgent de ficher en l'air la PAC dans ses orientations actuelles : foin du libéralisme, aides uniquement aux pratiques novatrices, pas un radis aux gros exploitants et aux syndicats, indépendance des organismes d'homologation et de recherche, retour aux plantes traditionnelles pour l'élevage en premier lieu, plus de subventions, par exemple, au maïs grand consommateur d'eau, cessation des importations massives de soja, aides aux agriculteurs en tant que conservateurs de la nature et producteurs écologiques, financement de coopératives vraiment indépendantes, organisation de filières coordonnées et courtes en production et en distribution, moyens de stockage pour régulariser les prix (et même une monnaie parallèle gagée sur eux), rééquilibrage des rapports entre producteurs, coopératives, transformateurs et grande distribution, prêts à taux zéro pour les petits agriculteurs innovants, etc. Et aussi suppression de toute subvention directe ou indirecte aux exportations dans le tiers-monde, qui est ruiné par ces dernières et qui perd ses cultures vivrières et les possibilités de son indépendance alimentaire. **J.L.**

1. Vincent Tardieu, *Vive l'agro-révolution française*, Belin, 2012.

BONS ÉLÈVES, les anarchistes répondent : «Le prix du matérialisme dialectique, c'est le goulag!» Bonnes bêtes à cornes, les séminaristes et les mollahs répliquent : «Le prix du matérialisme scientifique, c'est la damnation éternelle!»

Non.

Ce matérialisme-ci est un mot plutôt anglais, comme dans le livre *The High Price of Materialism* (The MIT Press) de Tim Kasser. Il a été traduit tant bien que mal par le vilain anglicisme «consommérisme». On pourrait aussi écrire «adhésion enthousiaste à la société de consommation», «désir excessif et exclusif pour les possessions», «acharnement à avoir plutôt qu'à être».

Diogène professait que la liberté est le plus grand des biens et que nos possessions nous possèdent. Il ne possédait, lui, que quatre objets. Une tunique, une grande amphore usagée dans laquelle il dormait, un bâton et une coupe en terre cuite. Il brisa sa coupe en terre cuite lorsqu'il vit un jeune homme boire l'eau d'une rivière dans sa seule main. Depuis ces temps héroïques, on a continué à critiquer le consumatérisme ou matériomérisme, appelez-le comme ça vous chante.

Mais on n'a pas si souvent tenté de mesurer, de la manière la plus scientifique possible, les conséquences individuelles de cette attitude. Il est difficile de quantifier le bonheur. En revanche, on peut quantifier sans la moindre difficulté les réponses à des questionnaires.

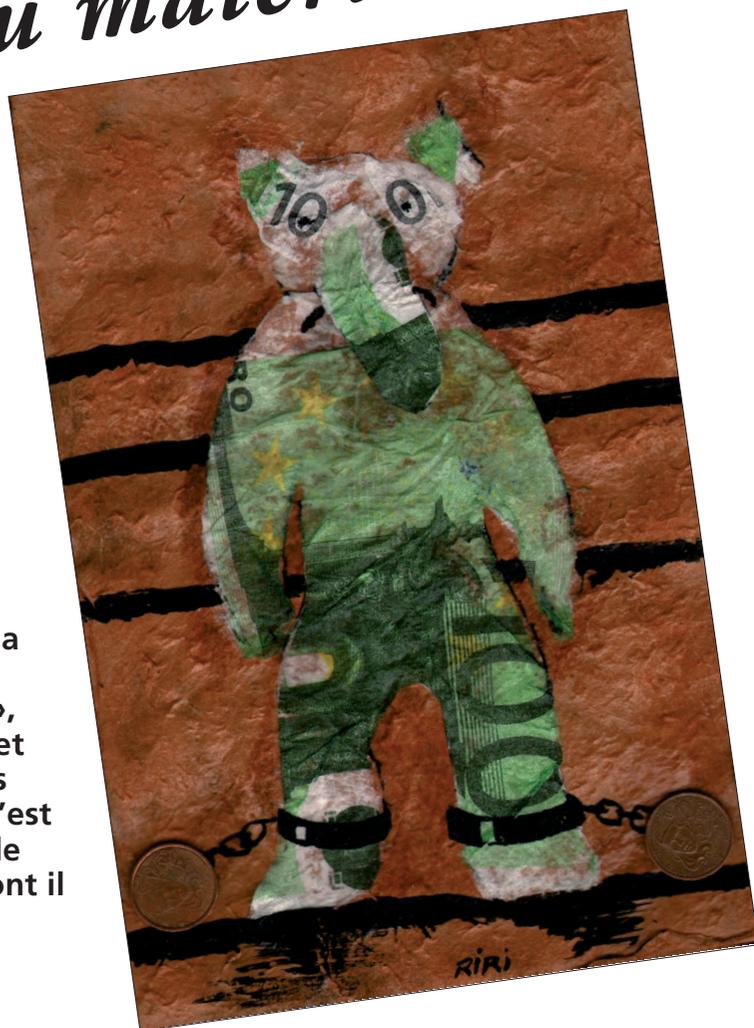
Un premier type de réponses sert à établir si une personne, de son propre aveu, vénère la possession et l'apparence plutôt que le savoir et la sagesse. Une fois les participants à l'enquête placés, selon leurs propres réponses, aux divers degrés de l'échelle entre Diogène et Lady Gaga, on pose à nouveau toutes sortes de questions destinées à déterminer si la personne aime sa propre vie, et estime l'avoir réussie, selon ses propres critères.

On peut donc répondre à la question : «Les personnes matérialistes se jugent-elles heureuses?»

Ce mécanisme a été appliqué, avec de nombreuses variantes, par de nombreuses équipes scientifiques. *The High Price of Materialism* a l'avantage de les rassembler et de nous les présenter.

Les résultats sont brutaux. «Edward Diener a observé le bonheur et la satisfaction de près de 5 000 adultes des États-Unis sur neuf ans. Certains d'entre eux ont obtenu de larges augmentations de leur richesse pendant ces neuf ans, d'autres n'ont eu que de modestes augmentations, et d'autres encore ont à peine réussi à suivre la hausse du coût de la vie. Cependant, les changements dans les revenus ne pouvaient pas prédire la satisfaction et le bonheur de ces individus.» Et ceci, à propos d'une étude de Philip Brickman : «Vingt-deux personnes qui avaient récemment gagné de grosses sommes d'argent à la loterie de l'État de l'Illinois ont été comparées à un groupe de contrôle, composé de gens qui vivaient à proximité des personnes récemment riches. Tous les participants à cette étude ont été interrogés quant à leur bonheur et au plaisir qu'ils tiraient d'expériences quotidiennes telles que parler avec

Le prix du matérialisme ?



« Adhésion enthousiaste à la société de consommation », « désir excessif et exclusif pour les possessions » : c'est de ce genre-là de matérialisme dont il est question ici.

un ami, manger son petit-déjeuner, écouter une histoire drôle, etc. [...] Les gagnants étaient, en réalité, plutôt moins satisfaits de leur vie quotidienne. »

À ce point, le livre de Kasser introduit une autre étude menée par Sirgy, Meadow et Rahtz sur 1 200 adultes, aux États-Unis, en Australie, au Canada, en Chine et en Turquie. Il s'agissait là non seulement de vérifier que l'argent ne fait pas le bonheur, mais aussi de comprendre pourquoi. L'un des principaux suspects est, bien entendu, que courir après l'argent sert à compenser un manque psychologique. En particulier, l'impression que l'on est inférieur, que d'autres sont plus heureux, précisément parce qu'ils ont plus d'argent et de biens matériels. Or, selon cette étude, «les gens d'une orientation fortement matérialiste regardent beaucoup la télévision, se comparent défavorablement aux personnes qu'ils voient à la télévision, ne sont pas satisfaits de leur niveau de vie, ni d'ailleurs de leur vie en général. [...] Parce qu'elles regardent beaucoup la télévision, les personnes matérialistes sont exposées à des images de richesse et de beauté qui les rendent insatisfaites de leur condition économique présente».

Quant à une étude de Kasser lui-même avec des étudiants du Montana, elle montre que, à nouveau en n'utilisant que les déclara-

tions mêmes des participants, plus une personne penche vers le matérialisme, moins elle se sent heureuse et satisfaite dans ses relations d'amitié et d'amour. Ce qui n'a rien de surprenant selon une étude d'Aaron Ahuvia : les clients d'un site de rencontres ont tendance à parler d'eux et d'elles-mêmes en termes commerciaux : «Je crois que je suis un bon produit pour ce marché.» Enfin, une petite étude, apparemment presque insignifiante, en dit pourtant plus que de longs volumes. Edward Deci a demandé à deux groupes de personnes de jouer avec un Soma (un casse-tête de la famille du cube de Rubik). Un groupe était bénévole, l'autre payé. Puis, alors que les participants croyaient que l'expérience était finie, on les faisait attendre, dans une pièce où se trouvaient d'autres objets, des magazines, d'autres jeux. Par un miroir sans tain, on regarda ce qu'ils faisaient. Ceux qui n'avaient pas été payés, en moyenne, continuèrent à jouer avec les Soma. Ceux qui avaient été payés, en moyenne, cessèrent de jouer.

L'argent avait tué le plaisir.

Nestor Potkine

Un point sur l'anarchisme

Une excellente introduction à l'histoire du mouvement libertaire et le texte d'une intervention auprès du groupe de Londres de l'Anarchist Federation le 19 mai 2012, publié par *Organize!*



Brian Morris

DANS LA PRÉFACE DE MON LIVRE sur Bakounine (1993), j'ai cité le poète Ghanéen Ayi Kwei Armah, qui écrivait : « Le présent est là où nous nous perdons si nous oublions notre passé et n'avons pas de vision de notre futur. » Cette phrase me vient à l'esprit alors que nous allons célébrer la fondation emblématique du mouvement anarchiste à Saint-Imier en Suisse, en septembre 2012.

Se référer au passé ne suppose pas une sorte de culte des ancêtres, pas plus qu'envisager un meilleur futur pour l'humanité ne nous impose de nous perdre dans des rêves utopiques. Les anarchistes devraient certainement n'avoir aucune gêne à célébrer les réalisations d'une génération précédente de socialistes libertaires, non pas comme des curiosités historiques, mais en tant que source d'inspiration et d'idées. Je veux simplement proposer ici quelques réflexions sur le type d'anarchisme, ou de socialisme révolutionnaire, qui a émergé des luttes politiques entre membres de la Première Internationale dans les années 1870.

La mauvaise presse

L'anarchisme, en tant que philosophie politique, a peut-être la pire presse possible. Il a été ignoré, déformé, ridiculisé, vilipendé, mal compris et mal interprété par des auteurs de tous les bords de la scène politique : marxistes, démocrates, conservateurs et libéraux. Théodore Roosevelt, président des États-Unis, a présenté l'anarchisme dans une formule célèbre comme un « crime contre l'intégralité de la race humaine » et, dans le langage courant, l'anarchie est invariablement liée au désordre, à la violence et au nihilisme. Un obstacle supplémentaire à une compréhension claire de l'anarchisme est le fait que le terme « anarchiste » a été appliqué à une grande variété de philosophies et d'individus. Ainsi Ghandi, Spencer, Tolstoï, Berdyaev, Stirner, Ayn Rand, Nietzsche, à côté de figures plus familières comme Proudhon, Bakounine et Goldman, ont tous été qualifiés d'anarchistes. Cela a conduit des critiques marxistes, comme John Molyneux, à discréditer l'anarchisme comme

une philosophie politique complètement incohérente tant dans sa théorie que dans sa stratégie de changement social.

Mais ce n'est pas le cas, car il faut reconnaître que l'anarchisme est fondamentalement un mouvement historique et une tradition politique qui ont émergé vers 1870, principalement parmi les membres de la classe ouvrière réunis dans l'Association internationale des travailleurs, plus connue sous le nom de Première Internationale.

Le communisme anarchiste

Cela a produit une scission, ou « grand schisme » (selon l'expression de James Toll), à l'intérieur de l'Association. On la décrit généralement comme si elle s'était concentrée autour d'une querelle personnelle entre Karl Marx et Michel Bakounine. Mais, ainsi que Cole et d'autres l'ont souligné, ce schisme n'était pas seulement un clash de personnalités. Il impliquait deux factions à l'intérieur du mouvement socialiste, et des conceptions très différentes du socialisme, des processus du changement révolutionnaire et des conditions de la libération humaine. La faction anarchiste ne s'est pas décrite au départ sous le terme « anarchistes », mais plutôt comme des « fédéralistes » ou des « socialistes anti-autoritaires », mais ils ont fini par adopter le label de leurs opposants marxistes et se sont définis comme « communistes anarchistes ».

L'anarchisme a ainsi émergé en tant que mouvement politique parmi les travailleurs d'Espagne, de France, d'Italie et de Suisse dans la foulée de la Commune de Paris. Parmi ses promoteurs les plus connus, il y avait Élisée Reclus, François Dumertheray, James Guillaume, Errico Malatesta, Carlo Cafiero, Jean Grave et Pierre Kropotkine. (Louise Michel était aussi également associée au mouvement, mais elle avait été déportée en Nouvelle-Calédonie après la défaite de la Commune de Paris, ainsi que des milliers de communards. Elle passa six années en exil.) Entre 1870 et 1930, l'anarchisme, ou socialisme révolutionnaire/libertaire, se répandit à travers le monde et donc ne fut plus du tout



Louise Michel, photographée par Nadar

restreint à l'Europe. Vers la fin du XIX^e siècle, il y avait bien entendu d'autres branches de l'anarchisme, mais le communisme anarchiste était certainement la tendance dominante. Il est important de noter que l'anarchisme de lutte de classe ne fut pas la création d'intellectuels, mais a émergé du militantisme de la classe ouvrière, et a exprimé une révolte contre les conditions de travail et de vie imposées par le capitalisme industriel. Les premiers écrits de Kropotkine étaient intitulés *Paroles d'un révolté* (1885), d'après le périodique anarchiste suisse *Le Révolté*. Kropotkine, qui joignit la section générale de la Première Internationale en février 1872, décrivait l'anarchisme comme une sorte de synthèse entre le libéralisme radical, avec son accent sur la liberté de l'individu, et le socialisme ou le communisme, qui impliquait la répudiation du capitalisme et un accent sur la vie communale et l'association volontaire. Cette synthèse est bien illustrée par le fameux adage de Bakounine : « Que la liberté sans socialisme n'est que privilège et injustice, et que le socialisme sans liberté n'est qu'esclavage et brutalité. »

La tendance des philosophes universitaires marxistes et des individualistes (ou égoïstes)

stirnériens à fabriquer une dichotomie radicale entre l'anarchisme et le socialisme est donc, d'un point de vue conceptuel aussi bien qu'historique, très trompeuse et corrompt notre compréhension du socialisme.

Les principes de la 1^{re} Internationale

L'anarchisme, ou du moins le type d'anarchisme de lutte de classe promu par les partisans de la révolution sociale à l'intérieur de la Première Internationale, peut être défini à partir de quatre principes essentiels.

Premièrement, un rejet du pouvoir d'État et de toute forme de hiérarchie et d'oppression; une critique de toutes les formes de pouvoir et d'autorité qui inhibent la liberté de l'individu considéré, bien entendu, comme un être social, pas comme un ego désincarné ou une espèce d'individu abstrait et inaliénable, encore moins comme une essence bienveillante fixée. Comme l'écrivait une résolution du Congrès de Saint-Imier, la première tâche du prolétariat est la « destruction de tout pouvoir politique ».

Deuxièmement, la répudiation totale de l'économie capitaliste de marché, ainsi que de son système de salariat, propriété privée, son éthique de compétition et l'idéologie de l'individualisme forcené. En fait, les premiers anarchistes de lutte de classe étaient de fervents anticapitalistes, qui qualifiaient le salariat d'« esclavage salarial ».

Troisièmement, la vision d'une société basée uniquement sur l'entraide et la coopération volontaire, une forme d'organisation sociale qui fournirait l'expression la plus complète de la liberté humaine et toutes les formes de vie sociale indépendantes de l'État et du capitalisme. Les anarchistes de lutte de classe croyaient ainsi en l'organisation volontaire, pas au chaos, à l'éphémère ou au laisser-faire, et ils considéraient les sociétés basées sur la tribu ou la famille, mais aussi la vie sociale quotidienne dans des sociétés plus complexes, comme montrant certains des principes de l'anarchie. Élisée Reclus et Kropotkine se sont tous les deux intéressés à la vie sociale des peuples tribaux, ou « sociétés sans gouvernement ».

Quatrièmement, les premiers anarchistes, comme les marxistes, se sont appropriés les aspects radicaux des Lumières : insistance sur l'importance de la raison critique et de la science empirique; rejet de tous les dogmes basés sur la tradition, le mysticisme et la révélation divine; et une affirmation de valeurs humaines universelles comme la liberté, l'égalité et la solidarité. L'anarchisme était ainsi une forme de socialisme éthique.

La critique des autres radicaux

Au fur et à mesure du développement du socialisme révolutionnaire, ou anarchisme, dans les vingt années suivant la Commune de Paris de 1871, il tendit à critiquer et à se définir en relation à trois autres formes de radicalisme politique. Ceux-ci sont toujours

présents et ont leurs thuriféraires contemporains. Il s'agit du mutualisme, de l'individualisme radical et du marxisme.

Bien que Kropotkine et les anarchistes de lutte de classe aient toujours reconnu que Proudhon avait exprimé des sentiments libertaires, et avait été un pionnier et une source d'inspiration dans le développement de l'anarchisme, ils ont toujours été critiques de la tradition radicale qui devaient être connue sous le nom de mutualisme. Adoptée par beaucoup d'anarchistes individualistes américains tels que Warren, Spooner et Tucker, cette tradition prônait l'économie de marché, la propriété privée et la production de marchandises à petite échelle, toutes notions rejetées par les communistes anarchistes.

Ils étaient tout aussi critiques de l'espèce d'individualisme radical (égoïsme) exprimée par Max Stirner, considérant qu'il s'agissait d'une doctrine métaphysique coupée des réalités sociales et à la frontière du nihilisme. Kropotkine faisait remarquer qu'il n'y avait aucun sens à mettre l'accent sur la suprématie de l'«unique» dans une situation d'oppression et d'exploitation économique, et avait le sentiment que l'égoïsme strident de Stirner allait à l'encontre des sentiments d'entraide et d'égalité reconnus par la plupart des gens.

Enfin, bien sûr, depuis leur naissance, les anarchistes ont été hautement critiques envers le système politique prôné par Marx et Engels, et qui devait par la suite être connu sous le nom de social-démocratie, ou plus simplement marxisme. Dans leur célèbre *Manifeste communiste* (1846), Marx et Engels insistaient sur le fait que le parti communiste devait

organiser la classe ouvrière afin d'accomplir «la conquête du pouvoir politique».

Cela entraînerait l'établissement d'un «État ouvrier» ou «la dictature du prolétariat», sous laquelle toutes les formes de production (y compris l'agriculture), ainsi que les transports, la communication et la finance, seraient «possédés» et administrés par l'État national. Cela impliquerait, comme l'écrivaient Marx et Engels, «la centralisation du pouvoir la plus décisive entre les mains de l'autorité de l'État». Bakounine et les anarchistes communistes ont bien sûr toujours clamé que la route parlementaire vers le socialisme conduisait au réformisme, et que la «prise du pouvoir étatique» par le parti communiste au nom de la classe ouvrière conduisait à la tyrannie et au capitalisme d'État. Et l'histoire semble leur avoir donné raison sur ces deux points.

Par contraste avec l'«action politique» – engagement dans le pouvoir étatique, dont les anarchistes ont toujours senti qu'il était en relation symbiotique avec le capitalisme –, les premiers anarchistes ont prôné l'action directe. Elle pouvait s'exprimer via l'insurrectionnisme, l'anarcho-syndicalisme ou la politique sur une base communautaire.

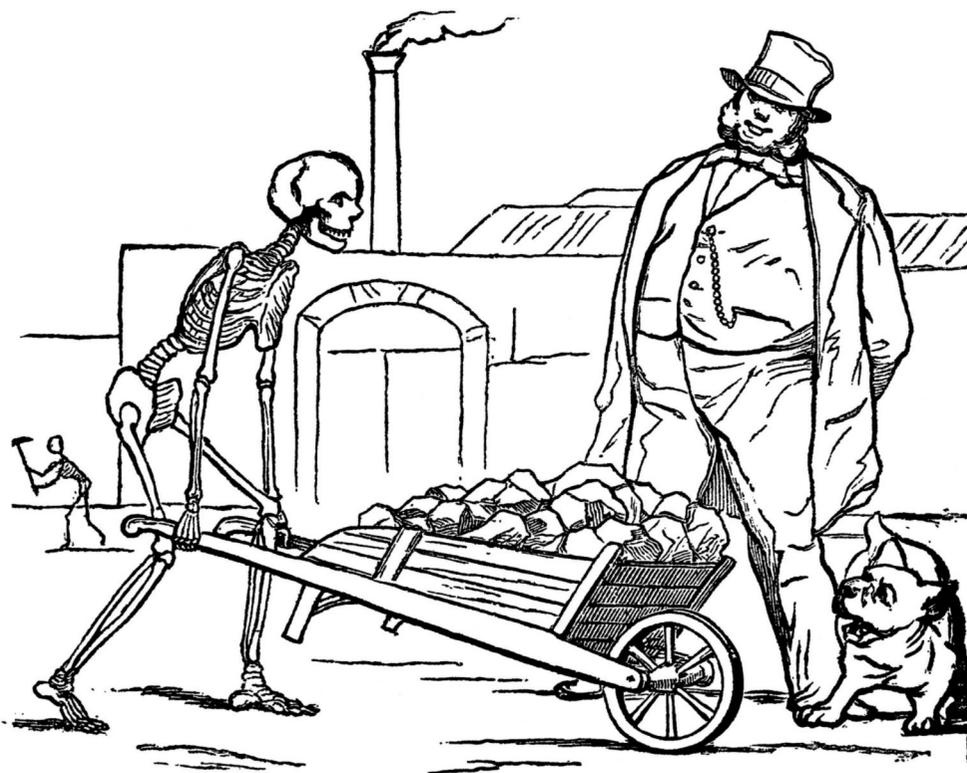
Rien de bien nouveau actuellement

Ces derniers temps, l'anarchisme de lutte de classe, tel qu'il était prôné et pratiqué par les générations précédentes d'anarchistes communistes, a été déclarée «obsolète», ou «démodée», ou dénoncée comme du «gauchisme» par des anarchistes contemporains, notamment ceux bien au chaud dans leur université. On nous dit qu'à la fin du xx^e siècle, un «nouvel» anarchisme a fait surface, un anarchisme «post-gauche». Celui-ci semble consister en un pastiche assez ésotérique de plusieurs tendances politiques, à savoir : l'anarcho-primitivisme, l'anarcho-capitalisme de Rothbard et Ayn Rand, le «terrorisme poétique» issu de Nietzsche et de l'avant-garde, adopté avec ferveur par Hakim Bey, l'individualisme radical (égoïsme) des dévots contemporains de Max Stirner, et le prétendu post-anarchisme issu des écrits de mandarins universitaires tels que Derrida, Lyotard, Foucault et Deleuze. Il n'y a rien de neuf ni d'original dans ces divers courants de pensée, et l'idée que les anarchistes du temps passé aient été en faveur de la modernité, ou du modernisme, est très perverse. En effet, les «anciens» anarchistes, les socialistes libertaires, ont complètement répudié trois composants essentiels de la prétendue «modernité» : l'État démocratique, l'économie capitaliste de marché, et l'individu «abstrait» de la philosophie bourgeoise.

C'est pourquoi nous devons continuer de nous réclamer de l'héritage du communisme anarchiste, tel qu'il fut formulé pour la première fois il y a longtemps au congrès de Saint-Imier, et rendre cet héritage en phase avec les luttes sociales et politiques contemporaines.

B. M.

«Le présent est là où nous nous perdons si nous oublions notre passé et n'avons pas de vision de notre futur.»



Bellegarrigue, Anselme un archéo-anarchiste

MICHEL PERRAUDEAU A DÛ LONGTEMPS se rêver détective, il est devenu historien. Non de ces historiens qui se contentent de compiler des informations existantes pour les montrer sous un nouveau jour, mais de ceux, plus rares, plus précieux, qui, au terme d'une véritable enquête de terrain, nous dévoile la vie et l'œuvre d'un personnage dont on ne savait rien ou si peu, et pire encore quand le si peu était absolument faux.

D'Anselme Bellegarrigue, quel nom merveilleux, on n'avait pas de portrait. On répétait inlassablement les mêmes âneries. Un anarchiste de haute époque, d'avant la Commune, d'avant Bakounine, contemporain de Proudhon, qui avait laissé quelques écrits dont un *Manifeste de l'anarchie*, et avait disparu peut-être après avoir été ministre au Salvador, et être finalement revenu à l'état de nature dans la jungle.

Ce qui est passionnant dans l'ouvrage de Michel Perraudau, c'est le sentiment de vivre presque en temps réel la mise à mal de toutes ces fausses affirmations, la progression des recherches et des découvertes, et les découvertes ne manquent pas. Je me garderai de les révéler ici, mais tout de même la plus spectaculaire : l'apparition terriblement fragile par le biais d'un daguerréotype du visage du vieux libertaire décédé vers 1870.

Tout aussi réussie, la deuxième partie du livre. Une fois tiré le portrait de notre homme, il s'agit de savoir si l'individu en vaut la peine et de comprendre pourquoi son nom a quasiment disparu du *who's who* de l'anarchisme.

L'activité éditoriale de Bellegarrigue fut relativement restreinte entre les journées révolutionnaires de 1848 et 1853 (Napoléon III est alors au pouvoir). Durant ces années, quelques rares et brefs ouvrages, en particulier *Au fait, au fait ! Interprétation de l'idée démocratique* et les deux numéros de *L'Anarchie, journal de l'ordre*. Le tout est publié à quelques exemplaires, dans une indifférence à peu près totale, même Proudhon n'évoque jamais son contemporain. N'attendant plus rien de ses compatriotes, Bellegarrigue quitte l'Europe en 1859. De ses dix années au Salvador comme directeur de l'université de droit, on ne sait malheureusement rien.

D'Anselme, on retiendra des formules lapidaires, l'animal est peu enclin aux longues dissertations explicatives. « *L'anarchie c'est l'or-*

dre social car le gouvernement c'est la guerre civile. » Et aussi prônant un individualisme radical, mais non dénué de fraternité et d'entraide : « *Je me renferme dans le cercle de mon existence, et le seul problème que j'aie à résoudre, c'est celui de mon bien-être. Je n'ai qu'une doctrine, cette doctrine n'a qu'une formule, cette formule n'a qu'un mot : JOUIR !* »

Bellegarrigue est avant tout un homme qui se méfie de la violence et des gouvernements, des révolutions dont le peuple est systématiquement la victime, le dindon de la farce, et qui croit à l'avènement d'un homme « étranger à l'ambition, ardent au travail, dédaigneux du commandement, rebelle à la soumission ».

Il sera la victime de la mauvaise foi de certains commentateurs, mais sans doute aussi de son inaptitude à expliquer correctement ses positions. Un immense malentendu va naître. Taxé de libéralisme, puisqu'il désire « simplifier l'organisme administratif » et réduire l'impôt. Suspect « d'anarchisme de droite » puisqu'il écrit des phrases dont la lecture hors contexte est ravageuse : « *Il [le citoyen] s'institue, donc, individuellement par la possession, sa liberté commence avec le premier écu et il sera d'autant plus libre dans l'avenir qu'il aura plus d'écus.* » Bellegarrigue finit aux oubliettes de l'histoire de l'anarchie, avant que Michel Perraudau ne vienne brillamment l'en tirer en évoquant un anarchiste hétérodoxe, un individualiste pacifique, abstentionniste, antigouvernementaliste car l'administration est d'abord pour Bellegarrigue un outil de répression : « *Une chose aveugle et qui voit tout ; sourde et qui entend tout ; impuissante et pouvant tout ; impondérable et écrasant tout...* », dont les idées sont à rapprocher de l'état de la France en 1848, de la grande désillusion qui suit les journées révolutionnaires.

Le vœu d'Anselme était d'aboutir à un ordre libertaire au service de tous ayant à sa base l'individu : « *Que l'individu s'institue et l'État périt.* » Et ce, sans violence. On peut le taxer d'innocence et de naïveté, mais cet ouvrage montre combien demeurent actuelles les questions traversant l'œuvre de Bellegarrigue, et c'est justice de dire qu'il fera date. Grâce à Michel Perraudau, Anselme ne sera plus jamais un inconnu dans la maison anarchiste.

Jean-Marc Raynaud

*Groupe Nous autres
de la Fédération anarchiste*



Michel Perraudau, *Anselme Bellegarrigue, le premier des libertaires*, Éditions libertaires, 2012, 15 euros. En vente à la librairie Publico, 145, rue Amelot, 75011, Paris. Chèque à l'ordre de Publico, rajoutez 10 % pour le port.

Trous de mémoire

De la prose d'un stalinien dans le *Diplo*

Ramón Pino

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

UN PEU D'HISTOIRE POUR COMMENCER. Loin des théories abstraites des philosophes de comptoirs, la révolution espagnole initiée le 19 juillet 1936 a tout de suite été confrontée aux problèmes concrets : après avoir stoppé dans les deux tiers du pays le putsch des militaires rebelles à la République, il a fallu en une semaine refaire fonctionner la société (alimentation, transports, énergie), organiser les milices de révolutionnaires volontaires pour tenter de reprendre certaines régions tombées aux mains des généraux factieux, tout en collectivisant le maximum d'entreprises (comme en Catalogne), voire en instaurant le communisme libertaire (comme en Aragon). Cette tâche a été évidemment principalement menée par la CNT anarcho-syndicaliste; nombre d'ouvrages existent qui décrivent le changement de société qui commençait à se dessiner. Pour certains, « miliciens, ouvriers, paysans libertaires apportèrent la plus grande contribution pratique au mouvement prolétarien international » en combattant « sur tous les fronts la bourgeoisie, le fascisme et le stalinisme » commençant « à réaliser la société communiste¹ ». On a aussi qualifié cette page d'histoire de « révolution sociale incomparablement plus profonde que toutes celles qui l'ont précédée² ». Pour les militants libertaires, la facture a été lourde : « Cette aventure, sans doute portée aussi loin que possible, eu égard aux circonstances, et inégalée jusqu'à nos jours, ils l'ont payée au prix fort, leur vie durant, en années de prison et d'exil.³ »

Le rôle primordial des anarchistes espagnols pendant cette révolution continue de rester en travers du gosier de certains individus qui n'ont jamais accepté de ne pas

pouvoir diriger une révolution qui ne se déroulait pas suivant leur schéma marxiste-léniniste, et n'allait donc pas dans le sens (historique, ça va de soit) qu'ils voulaient imposer. Ceux-là ont la mémoire qui flanche et ne peuvent se résoudre à reconnaître l'apport incontestable des libertaires à la lutte antifasciste. Nous en avons une nouvelle démonstration dans le courrier des lecteurs du *Monde diplomatique* de janvier 2013, où on peut lire la prose d'un certain Fernando Malverde qui réagit vivement à la recension de l'autobiographie de Cipriano Mera⁴ (*Guerre, exil et prison* d'un anarcho-syndicaliste) par Floréal Melgar.

Qu'est-ce qui a donc fait réagir le citoyen Fernando Malverde ? Il semble que ce soit l'expression « communistes staliniens » employée par Floréal. Et ce brave Fernando de lui reprocher de « n'avoir pas dit l'essentiel concernant Cipriano Mera : le rôle fondamental qu'il a joué dans la trahison (sic) qui provoqua la chute de Madrid ». Plus que de mémoire qui flanche, je parlerai de mémoire sélective de la part du citoyen Malverde.

Oubli du rôle irréprochable de Cipriano Mera avant (militant anarcho-syndicaliste), pendant (il commandait les forces républicaines pendant leur première victoire à Guadalajara) et après (en prison, camp de concentration et en exil reprenant son emploi de maçon, ce qui était loin d'être le parcours de moult apparatchiks du Parti communiste espagnol).

Oubli, aussi, du rôle de Negrín, dernier chef du gouvernement républicain, véritable marionnette aux mains des communistes à



qui il voulait octroyer tous les postes de commandement.

Oubli du rôle du Psuc⁵ stalinien en mai 1937 à Barcelone : véritable guerre civile dans la guerre civile pour mettre au pas les anarchistes et leur révolution. L'attaque du central téléphonique n'était qu'une provocation de plus ; à Moscou la Pravda l'avait annoncé sans ambiguïté dès décembre 1936 : « En Catalogne, l'élimination des trotskistes et des anarcho-syndicalistes a déjà commencé ; elle sera conduite avec la même énergie qu'en URSS. »

Oubliés, aussi, les arrestations et assassinats de militants anarchistes comme Berneri, ou pounistes⁷ comme Nin. Quand les révolutionnaires interrogeaient sur les murs de Barcelone « ¿A donde está Nin ? » (Où est Nin ?), l'agit-prop stalinienne répondait « En Burgos o en Berlín » (À Burgos ou à Berlin), c'est-à-dire chez Franco ou chez Hitler. Le torturer, le tuer ne suffisait pas, il fallait aussi le calomnier.

Oubliée, la destruction, par le stalinien Enrique Lister, des collectivités d'Aragon et l'élimination physique des membres de leur conseil (tous anarchistes).

Oubliée, la fourniture savamment orientée de l'armement livré par les soviétiques : généreusement dirigé vers les bataillons sous commandement communiste, et seulement promis aux milices anarchistes à condition qu'elles acceptent la militarisation.

Oublié... Arrêtons-là cette liste. Côté républicain, tous les combattants de base du Parti communiste n'étaient certes pas des salauds, mais leurs dirigeants si ! Pas vraiment traîtres puisque, dès le départ, ils l'avaient annoncé : ils ne voulaient pas d'une révolution, mais simplement d'une république bourgeoise (première étape vers le socialisme suivant le schéma classique marxiste-léniniste). Les exactions contre les autres forces antifascistes ? Ils ne savaient pas ? (L'ouverture des archives à Moscou leur a un peu rafraîchi la mémoire, surtout en ce qui concerne l'assassinat de Nin) C'était la faute aux méchants conseillers du NKVD ? Ah bon ? Mais alors Staline donnait vraiment ses ordres au PCE ? Ben merde alors, c'est pas avec le PCF de Thorez que ça serait arrivé, ça !

Quoi ? Les anarchistes n'oublient pas ? Ce n'est pas être rancuniers, c'est juste avoir de la mémoire. **R.P.**

1. René Riesel, *Internationale situationniste*, n° 12, septembre 1969.

2. Gaston Leval, *Espagne libertaire*, 1971.

3. Freddy Gomez, *D'une Espagne rouge et noir*, 2009.

4. Cipriano Mera : militant éminent de la CNT, livré par les autorités françaises à Franco. Condamné à mort, puis gracié.

5. Parti socialiste unifié de Catalogne : équivalent catalan du Parti communiste espagnol.

6. Membres du Parti ouvrier d'unification marxiste (communistes antistaliniens).

La liberté, c'est la révolte

Une pièce de théâtre à propos de Sacco et Vanzetti

« La liberté n'est pas la récompense de la révolte. La liberté, c'est la révolte. »



NOUS CONNAISSONS TOUS PLUS OU MOINS bien l'histoire de Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti, et pourtant...

Cette pièce de théâtre d'Alain Guyard nous rappelle, dans ses grandes lignes, l'histoire de ces deux anarchistes italo-américains condamnés à mort en 1927, accusés d'avoir commis deux braquages et tué deux convoyeurs. L'intérêt et l'originalité de cette dramatique est la mise en avant, le témoignage de leur intimité, de leur peur et de leur courage, tout au long de cette ultime journée... Les deux comédiens Jacques Dau et Jean-Marc Catella incarnent différents personnages passant ainsi des deux cotés de la barrière, endossant successivement les rôles des condamnés, puis rentrant dans la peau des marionnettes de cette vaste mascarade que fut leur procès truqué. Le spectateur est, durant la représentation, captif de ses émotions éclectiques passant du rire à la tristesse, à l'indignation. Après Sacco, homme terrorisé, affaibli par vingt-six jours de grève de la faim, Jacques Dau incarne des faux témoins, influençables, manipulés, un agent du FBI, personnage violent prêt à toutes les bassesses pour obtenir de fausses preuves. Puis gouverneur du Massachusetts, homme politique d'un pays en crise face à l'inflation, décrédibilisé, il doit mettre un terme aux grèves qui dégénèrent en violences et affrontements. Vanzetti, lui, militant porté par un idéal révolutionnaire, est convaincu que leurs assassinats serviront la lutte des anarchistes. Jean-Marc Catella interprète aussi le rôle du juge Thayer, personnage

grotesque déversant ses tirades moralistes de fervent catholique pratiquant raciste. Le comédien se glisse dans le costume du tailleur, du coiffeur, de l'électricien, du bourreau, exécutants indispensables au bon déroulement des mises à mort par électrocution.

La mise en scène est originale : Sacco, seul dans sa cellule, effrayé. L'ambiance est pesante et le temps compté, la lumière de plus en plus faible de l'ampoule... On prépare la chaise électrique. Vanzetti apparaît. Tous deux ont le teint blafard. S'agit-il d'un rêve ou ne sont-ils plus que les fantômes d'une injustice passée ? Le décor est minimaliste mais efficace, la pièce se joue devant des images d'archives projetées sur un grand tissu blanc servant aussi de décor lors de certaines scènes, et des chaises... assurant de multiples fonctions avec, pour finalité, l'assassinat par la chaise dont on ne se relève pas...

La fin, pourtant connue, nous prend à la gorge, témoins désormais affranchis sur le sort et les réflexions de ces deux hommes morts pour des idées qui étaient leur raison de vivre.

Béa

Groupe Saint-Ouen 93
de la Fédération anarchiste

Sacco et Vanzetti, une pièce d'Alain Guyard au théâtre du Petit Hébertot, 75017, Paris. Du mardi au samedi à 20 heures jusqu'au 23 février 2013.

Votre Majesté des mouches...

À propos d'exil fiscal et de fuite des cerveaux



VOTRE MAJESTÉ ME PERMETTRA de lui exprimer mes plus vives félicitations pour son éblouissante victoire diplomatique.

De notoriété publique, la France, ce pays d'ingrats, vous avait maltraité en vous offrant si peu de premiers rôles dans les séries télévisuelles commandées par notre service public, c'est-à-dire par l'impôt. Comme vous avez raison d'entroller le grisbi chez les Russes (va falloir apprendre à jacter mafiosi, mon vieux Gérard, euh, pardon, Sire!). C'est pourquoi j'approuve, de tout cœur, votre départ. D'autant que ces séries inoubliables, vraies clefs de votre gloire, perdent avec vous leur plus précieux atout. Où déchoiront-elles donc, maintenant que c'en est fini de subir votre gueule standard de gros con franchouillard à longueur d'écrans, nous servir *ad libitum*, qu'il s'agisse d'interpréter Edmond Dantes ou Balzac, le colonel Chabert ou Jean de Florette, les mêmes mimiques et les mêmes intonations depuis plus de trente ans? (J'argotise encore, hein: nul ne croit, Sire, que Votre Majesté ait une gueule, fût-elle de bois!)

Vous, en Cyrano, c'était réduire Rostand à Uderzo, c'est-à-dire tâcher de reconstruire un Relais et Châteaux dans un deux-pièces cuisine, tant vos talents d'acteur pèsent léger face à votre embonpoint de dernier Valois. Votre graisse, Sire, seule incarne toutes les fiertés de nos si innombrables terroirs qu'il nous faut toujours convoquer le pluriel pour les conjurer. La montrer, c'est nous célébrer. Plus encore qu'incarner la France, vous l'étaliez, et avec quelle emphase. Ô temps, ô mœurs!

Non sans quelque nostalgie, je songe que vous donnâtes la réplique à Dewaere, au temps jadis, et que vous galérâtes avec Coluche, entre autres... Vous en souvient-il,

quand vous étiez de gauche? Le Général avait bien raison quand il affirma que la vieillesse est un naufrage.

Déblayez donc, Sire, et surtout, apprenez vite à la boucler, désormais. D'aucuns fuyards de votre trempe ont au moins le bon sens de partir sur la pointe des pieds. Mais n'ayez crainte: sa rutilance le Grand-Archiduc Vladimir vous apprendra la discrétion. De gré ou de force. Un soulagement, cependant: Votre Majesté passerait difficilement pour un membre des Pussy Riots. Le risque est donc réduit de vous voir condamné à quelque repos forcé en centre miradoré. Oserai-je pourtant vous glisser que je souhaite, ô combien, me réjouir que vous ayez pris plaisir à rédiger votre toute dernière lettre ouverte, car sous le régime «démocratique» (dites-vous) dont vous avez cru bon adopter (peut-être devrais-je écrire «acquérir») la nationalité, vous n'aurez plus guère le loisir de vous livrer à ce plaisant exercice.

Quels vœux formulerai-je à Votre Majesté pour la nouvelle année? Peut-être qu'elle soit rejointe en son oriental exil par Madame la Marquise de Bardot-Saint-Trop, dont l'exquise délicatesse envers les animaux trouvera peut-être à s'employer avec vous, ainsi que par Monsieur de Comte Clavier de La Tamise, tant délocaliser en Russie l'acteur qui incarne Napoléon dénoterait d'esprit et de finesse. Non, je m'en tiendrai à un simple «bonnes affaires», Sire, et «bon vent». Quant à cette petite missive, ne m'en tenez pas trop rigueur: vous recevez exactement ce que vous vouliez. Brisons là, donc.

Votre plus fidèle admirateur, qui vous baise les pieds, etc.

Louis Lestran

Groupe Gaston-Couté (Orléans)



COMMUNIQUÉ

Halte à la discrimination des homosexuels et des lesbiennes

LA PROPOSITION DE LOI du gouvernement sur le mariage des homosexuels et des lesbiennes a conduit les homophobes de tous bords à s'exprimer, en déversant leurs propos haineux et sexistes. L'homophobie reste d'actualité en France où elle est loin d'être un phénomène marginal; pour preuve, le taux de suicide des jeunes homosexuels est nettement supérieur à celui des hétérosexuels. Certains font l'objet de «viols correctifs», essuient des insultes et subissent le rejet de leur entourage.

Les homophobes confondent souvent, délibérément ou non, homosexualité et pédophilie. En première ligne, bien sûr, s'agitent les intégristes de toutes les religions et les sbires de l'extrême droite dont la vision simplifiée de la sexualité est uniquement la complémentarité entre hommes et femmes en vue de la reproduction. En parallèle, leur conception des rapports entre les sexes est souvent ancrée dans une division des rôles selon le sexe biologique. Or, nous, anarchistes, savons que le genre est une construction sociale qui attribue des rôles normés à chaque sexe, eux-mêmes fondés sur le modèle patriarcal.

Concernant le mariage, quoi que l'on pense de cette institution, il est surtout question ici d'égalité de droits. Nous ne parlons pas du mariage religieux – dont nous n'avons que faire –, mais du mariage civil, dont les représentants officiels – ou autoproclamés – des religions n'ont pas à se mêler.

Quand des personnes ne jouissent pas des mêmes droits que d'autres, il s'agit de discrimination. Depuis trop longtemps dans ce pays, les personnes d'une autre orientation sexuelle que la majorité sont la cible de discrimination.

La qualité de l'éducation et l'affection dont les enfants ont besoin ne dépendent pas du sexe biologique. Des études montrent que les enfants ne sont pas perturbés parce qu'ils vivent avec des parents du même sexe.

Faire un lien entre des perturbations d'enfants et le fait de grandir auprès des couples homosexuels ou lesbiens relève de la prise de position idéologique. La plupart du temps, cette opinion est fondée sur des dogmes religieux. D'ailleurs, ce qui peut nuire à l'épanouissement d'un individu est de grandir dans un milieu fermé, replié sur lui-même, quels que soient ses parents.

L'égalité entre les individus est le moins qu'on puisse exiger. Elle sera un vecteur d'évolution des mentalités pour qu'enfin tous les reliquats du patriarcat, sources de domination et de violence, disparaissent. Le mariage pour tous, le droit à l'adoption pour les homosexuels et à la procréation médicalement assistée pour les lesbiennes seraient des progrès, et ceci même si l'institution du mariage est en soi facteur de reproduction d'un modèle patriarcal.

Loi ou non, sans les luttes contre l'homophobie, les mentalités rétrogrades peuvent encore gagner du terrain. Ce n'est qu'en exprimant notre solidarité et en condamnant tout discours et tout acte dévalorisants que nous pourrions les faire disparaître.

Nous dénonçons tous les propos qui hiérarchisent les individus selon leur genre ou leur orientation sexuelle.

Nous exigeons l'égalité des droits pour tous les humains, ici et de par le monde.

Secrétariat aux Relations extérieures
de la Fédération anarchiste



Jeudi 17 janvier

Niarg (09 heures) Nouvelle émission qui mord et qui rit.

Bibliomanie (15 heures) Avec Jean-Michel Dijan pour *Les Manuscrits de Tombouctou : secrets, mythes et réalités*, paru aux éditions J.-C. Lattès.

Vendredi 18 janvier

Les oreilles libres (14 h 30) Musique. Ackenbush est un lieu de concerts atypiques. Benoit Spinga vient nous en parler.

Sortir du colonialisme (16 heures) Le colonialisme pénitentiaire : à partir du livre témoignage publié aux Éditions Albache *Les Derniers Forçats*, nous reviendrons sur ce que fut le bagne en Guyane, la relégation, la transportation, la déportation. Avec Marine, éditrice de l'ouvrage.

Dimanche 20 janvier

Des mots, une voix (15 h 30) Avec les auteurs autoédités Guy Bernard pour *Fibonacci*, Lucas et Pythagore et *Des différences de deux carrés* et JSC pour *Les Anges surtout* sorti chez JePublie.

Lundi 21 janvier

Trous noirs (16 heures) Stéphane et Clément, éleveurs de la Fédération des travailleurs de la terre (FTTE) CNT d'Aquitaine, animent l'association Coopéquita qui développe des circuits courts de commercialisation.

Mardi 22 janvier

Pas de quartiers... (18 heures) L'équipe radio du groupe Louise-Michel reçoit en direct des spécialistes du bagne et Raffaël à propos des *Derniers Forçats* écrits par deux bagnards et

récemment édités chez Albache, une toute nouvelle maison d'édition créée par Raffaël et ses amis anarchistes.

Paroles d'associations (19 h 30) Avec Agnès Grossmann pour son livre *L'Enfance des criminels* publié chez Hors Collection.

Mercredi 23 janvier

Blues en liberté (10 h 30) Blues et Rolling Stones.

Femmes libres (18 h 30) reçoit les artistes et l'auteur de la pièce : *Olympe de Gouges porteuse d'espoir* qui se joue au Guichet Montparnasse, les mercredis et samedis, à 19 heures.

Ras les murs (20 h 30) Émission d'informations sur la situation actuelle de la prison et de la justice, avec lecture du courrier des prisonniers.

Jeudi 17 janvier

Merlieux (02)

18h30 à 21 heures. *Un brûlot sous l'éteignoir*. On y parlera de la tendance des pouvoirs publics à mettre en veilleuse le mouvement associatif. Avec Justhom autour de ses écrits. Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles.

Vendredi 18 janvier

Castelnaudary (11)

19 heures. La Grèce est notre passé. Elle est aussi notre avenir. Soirée rencontre-débat animée par Yannis Youlountas, écrivain franco-grec, spécialiste de l'histoire politique grecque. Quai n° 10, 10, rue du Port.

Paris V^e

Le Temps de la Serize 2013. Chansons et textes drôlement poétiques de Jacques Serizier. Avec Nathalie Solence, Vania Adrien Sens, Claude Gaisne, Jules Bourdeaux et leurs invités, Michel Bühler, Malek, Mathilde Rance. Mise en scène complice de Christian Dente. Théâtre de la Vieille Grille.



Nemo, Jhano, Riri, Aurelio, Krokaga, Valere, Jokoko, Lardon, Slo...
Des dessinateurs du *Monde libertaire* illustrent l'agenda 2013 des éditions du Monde libertaire. En vente 7 euros à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, www.librairie-publico.com



Samedi 19 janvier

Paris V^e

Le Temps de la Serize 2013. Voir au vendredi.

Paris XVIII^e

La bibliothèque La Rue est ouverte tous les samedis de 15 heures à 18 heures. Au 10, rue Planquette. Bientôt, un samedi par mois une rencontre avec un écrivain, un artiste ou un militant anarchiste sera organisé. Consultez le site de la bibliothèque <http://bibliotheque-larue.over-blog.com/>

Dimanche 20 janvier

Paris V^e

Le Temps de la Serize 2013. Voir au vendredi.

Paris XI^e

17 heures. Soirée de soutien à Konstroy FPP. Concerts avec Rewinder, Les Fossoyeurs septik et La Société elle a mauvaise haleine. Au CICIP (Centre international de culture populaire), 21 ter, rue Voltaire. Paf 5 euros.

Mardi 22 janvier

Saint-Denis (93)

19 heures. la Dyoniversité. Cycle: Hors limites?! croissance, énergie, technologie, population... Troisième rencontre-discussion: le déferlement

technologique. Avec Michel Tibon-Cornillot. Bourse du travail, rue Bobby-Sand. M° Porte-de-Paris, ligne 13.

Vendredi 25 janvier

Amiens (80)

20 heures. Réunion-débat. Le Collectif libertaire d'Amiens organise une réunion publique intitulée: État critique. À l'espace Dewailly, 3, place Dewailly.

Samedi 26 janvier

Rouen (76)

16 heures. Festival Bobines rebelles du documentaire social & politique, organisé par la librairie l'Insoumise: Paroles ouvrières/regards de cinéastes. Projections: *Au prix du gaz*, *Disparaissez les ouvriers*, *Inventaire avant liquidation*, *Le Chemin noir*, *De mémoires ouvrières*. Débats avec Jean-François Priester, Rémy Ricordeau et Jean-Pierre Levaray. Cinéma Omnia, 28, rue de la République.

Dimanche 27 janvier

Rouen (76)

16 heures. Festival Bobines rebelles. Voir au samedi.

Mercredi 30 Janvier

Toulouse (31)

19 heures. À l'invitation du groupe Libertad de la Fédération anarchiste, Maurice Rajsfus présentera son livre *Je n'aime pas la police de mon pays*, paru aux éditions Libertalia. À la Librairie Terra Nova, 18, rue Gambetta. Entrée libre.

Samedi 2 mars

Gand (Belgique)

10 heures à 19 heures. La 12^e Foire internationale du livre alternatif et libertaire se tiendra à Gand en Belgique. Intercultureel Centrum De Centrale, Kraankindersstraat 2, www.decentrale.be ou www.aboekenbeurs.be

1^{er} festival du documentaire social et politique à Rouen

paroles ouvrières / regards de cinéastes



**BOBINES
REBELLES** 2013

Cinéma Omnia

28 rue de la République, Rouen

26 et 27 JANVIER

**Projections / débats
Rencontres**

organisé par la librairie L'insoumise